

DOSSIER DE CANDIDATURE LEADER 2014/2020

*Dynamisons nos richesses
pour un avenir inventif*

RÉGION LORRAINE

JUIN 2015



PAYS DE L'ARRONDISSEMENT
DE SARREGUEMINES



COORDONNEES / CONTACTS

Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines

99 rue du Maréchal Foch
57200 Sarreguemines

RESPONSABLES

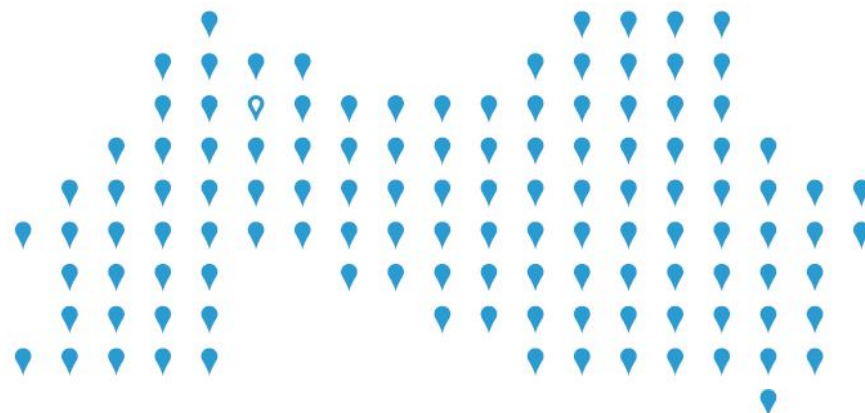
Monsieur Roland ROTH,
Président du Syndicat Mixte de l'arrondissement de Sarreguemines

Monsieur Robert ALLMANG,
Président du GAL 2007/2013 du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines

CONTACT

Vanina CHAUVET,
Directrice du Syndicat Mixte de l'arrondissement de Sarreguemines
Tél : 03 87 28 30 57 – Courriel : vanina.chauvet@agglo-sarreguemines.fr

Estelle SIDOT,
Animatrice Leader
Tél : 03 87 28 30 59 - Courriel : estelle.sidot@agglo-sarreguemines.fr



Dossier à télécharger dans sa version numérique : https://www.sig-pays-sbs.fr/consultsig/telechargements/Candidature_LEADER_2014-2020.zip

SOMMAIRE

EDITORIAL	6
CHAPITRE 1 / LE TERRITOIRE ET LA STRATEGIE	7
I LE TERRITOIRE	7
I/1 PREAMBULE : HISTORIQUE DE LA CREATION DU PAYS DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES ET DU GAL LEADER	7
I/2 PRESENTATION DE LA STRUCTURE PORTEUSE DU GAL : LE SYNDICAT MIXTE DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES	7
I/3 PRESENTATION DU TERRITOIRE	8
II LE DIAGNOSTIC PARTAGE	12
II/1 LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DU TERRITOIRE	12
II/2 LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DU TERRITOIRE	13
III LES ENJEUX DU TERRITOIRE	18
III/1 ATOUTS/FAIBLESSES/OPPORTUNITES/MENACES	18
III/2 DES ENJEUX MAJEURS	21
IV LA STRATEGIE LEADER DU PAYS DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES	22
IV/1 LA PRIORITE CIBLEE	22
IV/2 LES AXES DE DEVELOPPEMENT	22
IV/3 UN PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE	25
V LA VALEUR AJOUTEE ATTENDUE DE LA STRATEGIE LEADER PAR RAPPORT A L'EXISTANT ET AU VU DES EVALUATIONS DU TERRITOIRE	26
VI LES LIENS ENTRE LA STRATEGIE DU GAL ET LES STRATEGIES LOCALES, REGIONALES ET NATIONALES	30
VI/1 ARTICULATION DU PROJET LEADER AVEC LA CHARTE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES ET LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOTAS)	30
VI/2 ARTICULATION AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOSGES DU NORD	31
VI/3 ARTICULATION AVEC LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE	32

VI/4 ARTICULATION AVEC LA POLITIQUE REGIONALE	32
VI/5 ARTICULATION AVEC LA CONVENTION INTERREGIONALE DE MASSIF	32
VI/6 ARTICULATION AVEC LES AXES DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT	33
VI/7 ARTICULATION AVEC LE REGLEMENT EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT RURAL (RDR) ET LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL (PDRR)	33

CHAPITRE 2 / LE PROCESSUS D'IMPLICATION DES ACTEURS 34

VII LES PARTENARIATS AU MOMENT DE L'ELABORATION DE LA CANDIDATURE 34

VIII LES MODALITES ENVISAGEES POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PROJET 38

VIII/1 COMMUNICATION SUR LE PROGRAMME	38
VIII/2 LA RENCONTRE DES PORTEURS DE PROJET	40
VIII/3 L'ETUDE DES PROJETS	40
VIII/4 ECHANGES AVEC LES CO-FINANCEURS	40
VIII/5 LE CHOIX DES DOSSIERS	41
VIII/6 LA COMPOSITION ET LES MODALITES D'ORGANISATION DU COMITE DE PROGRAMMATION	41

CHAPITRE 3 / LE PLAN DE DEVELOPPEMENT ET LA MAQUETTE FINANCIERE 45

FICHE ACTION 1 / FACILITER L'ACCES LOCAL A LA FORMATION ET A L'EMPLOI	45
FICHE ACTION 2 / RÉPONDRE AUX BESOINS LOCAUX A PARTIR DES RESSOURCES LOCALES	48
FICHE ACTION 3 / CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE ET DE PRODUITS TOURISTIQUES DE QUALITÉ EN ACCORD AVEC LA DEMANDE	52
FICHE ACTION 4 / DÉVELOPPER DES PROJETS DE COOPÉRATION	56
FICHE ACTION 5 / ANIMER, GÉRER ET COMMUNIQUER SUR LA STRATÉGIE LEADER	59
FICHE ACTION 6 / EVALUER LE PROGRAMME LEADER	61

IX PROJET INDICATIF DE MAQUETTE FINANCIERE 64




CHAPITRE 4 / LE PILOTAGE DU PROJET	65
X ORGANISATION ET ANIMATION DU GAL	65
XI LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PROJET LEADER	66
XII LA CAPITALISATION ET LA DIFFUSION DE L'EXPERIENCE LEADER	66
CONCLUSION	67
REMERCIEMENTS	68

EDITORIAL

Le Groupe d'Action Locale du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines a été constitué à l'échelle du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines, commun au territoire du Schéma de Cohérence Territoriale. Elus et membres du Conseil de développement représentant les acteurs socio-économiques et associatifs ont défini une stratégie et un programme d'actions pour le premier programme Leader de ce territoire.

Conçu comme un levier de développement d'opérations émergentes mais aussi comme vecteur d'impulsion de nouveaux projets inscrits dans la Charte de Pays, notre programme Leader 2007/2013 avait comme objectif principal d'atténuer la dichotomie entre les espaces urbains et ruraux du territoire.

L'évaluation du programme Leader 2007/2013 pose un bilan globalement positif de la démarche :

-  Le programme Leader a en effet été l'occasion de développer, à travers l'association de privés et publics au sein du Comité de programmation notamment, une vision d'aménagement commune et de pointer des filières économiques locales d'intérêt (tourisme, circuits de proximité, services aux personnes, énergie...) ;
-  L'échange direct des porteurs de projet et des membres du Comité de programmation a permis à certains projets de mûrir en faveur d'un intérêt territorial élargi ;
-  Enfin, le programme Leader a été l'opportunité d'engager des échanges d'expériences interterritoriaux et transfrontaliers dont certains ont donné lieu à des projets de coopération.

La plus-value de Leader s'est notamment traduite par la déclinaison opérationnelle d'une partie de notre projet de territoire. Malgré les difficultés règlementaires et d'organisation propres au programme Leader 2007/2013 en Lorraine, les acteurs de notre territoire s'en sont saisis et souhaitent poursuivre leurs partenariats dans le cadre de la programmation Leader 2014/2020.

Le Président du GAL Leader 2007/2013 et Président du Conseil de développement
Robert ALLMANG

Le programme Leader 2007/2013 a facilité la mise en pratique de certains axes de notre projet de territoire traduits dans la Charte de Pays mais aussi dans le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Leader a contribué à financer la mise en œuvre de certains projets concrets répondant à ces axes de développement élaborés conjointement avec la société civile à l'horizon 2020.

Dans un contexte de crise et sur un territoire hétérogène comme le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines, Leader est aujourd'hui perçu comme un réel levier d'actions par nos acteurs locaux. La concertation mise en œuvre de novembre 2014 à mai 2015 à l'échelle du territoire pour définir un nouveau projet Leader 2014/2020 a permis de vérifier l'intérêt et la mobilisation des élus et professionnels en faveur du développement économique et touristique de notre Pays.

L'attractivité de notre territoire peut réellement être favorisée par le projet présenté dans le présent dossier et partagé par les acteurs qui ont contribué à son élaboration. C'est pourquoi je souhaite vivement que cette candidature connaisse une issue favorable.

Le Président du Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines
Roland ROTH

CHAPITRE 1 / LE TERRITOIRE ET LA STRATEGIE

I LE TERRITOIRE

I/1 PREAMBULE : HISTORIQUE DE LA CREATION DU PAYS DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES ET DU GAL LEADER

En 2000. Premières réflexions sur l'organisation du Pays.

En août 2001. Le périmètre d'étude du Pays est reconnu par les services de l'Etat. Il correspond aux 83 communes de l'Arrondissement de Sarreguemines et à la commune alsacienne de Siltzheim. En parallèle, la coordination de la démarche est confiée au Président de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences.

Durant l'été 2002. Le Conseil de développement du Pays est mis en place : plus de 100 membres intègrent cette instance. Il est composé de socio-professionnels, d'associatifs et d'élus politiques.

En octobre 2002. Le Conseil de développement engage les travaux relatifs à l'élaboration de la Charte de développement du Pays.

En mars 2004. L'organisation du Pays en fédération d'EPCI est retenue par les présidents des intercommunalités et du Conseil de développement. Le Pays est nommé « Pays de Sarreguemines-Bitche-Sarralbe ».

En juillet 2004. La Charte de développement durable du Pays est approuvée par les EPCI du territoire.

En octobre 2004. L'instance décisionnelle du Pays est constituée sous la forme d'un Comité de pilotage régi par un règlement intérieur.

En décembre 2004. Signature du Contrat de Pays 2004-2006.

Fin 2006 – 2007. Actualisation du projet de territoire dans le cadre d'études thématiques.

En 2007. Préparation de la convention du Pays avec Etat et Région dans le cadre du volet territorial du Contrat de Projet Etat-Région ; Elaboration du projet « Leader 2007/2013 » (conventionnement le 5/10/2009).

Le 21 décembre 2007. Création du Syndicat mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération Sarregueminoise.

En 2009. Engagement des travaux d'élaboration du SCoT.

Le 22 novembre 2010. Modifications statutaires du Syndicat mixte du SCoT : le portage du Pays et du GAL Leader sont transférés au Syndicat Mixte renommé alors « Syndicat mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines ».

De 2010 à 2013. Plus d'une centaine de réunions de travail pour l'élaboration du SCoT.

En 2014. Approbation du SCoT (23 janvier 2014) ; Evaluation finale du programme Leader 2007/2013 (février/juillet 2014) ; Evaluation de la Charte de Pays avec le concours du Conseil de développement (septembre/décembre 2014).

D'août à décembre 2014. Premières réflexions relatives à l'élaboration de la candidature du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines au programme Leader 2014/2020 : définition d'une méthodologie, mobilisation des acteurs du territoire...

De décembre 2014 à juin 2015. Elaboration du dossier de candidature du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines au programme Leader 2014/2020 en concertation avec les acteurs et habitants du territoire.

I/2 PRESENTATION DE LA STRUCTURE PORTEUSE DU GAL : LE SYNDICAT MIXTE DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES

Le Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines a été créé en 2008 pour mettre en œuvre et assurer le suivi du Schéma de Cohérence Territoriale du territoire.

Le Pays de Sarreguemines-Bitche-Sarralbe organisé en fédération d'EPCI depuis 2002 sur le même périmètre a été intégré au Syndicat mixte en

2009. Il en a été de même du GAL Leader organisé pour la période de programmation 2007/2013.

Le Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines est donc désormais la structure porteuse du **SCoT** approuvé en janvier 2014. Depuis 2014, il s'engage dans la mise en œuvre de ce projet auprès de ses communes et communautés de communes.

Il porte également l'ensemble des **projets liés au Pays** (renommé Pays de l'arrondissement de Sarreguemines en 2009), dont notamment les contractualisations avec ses partenaires (CPER, CADT), l'animation et le développement du système d'information géographique (SIG), le développement d'un observatoire du foncier et de l'habitat, le développement de projets de valorisation de **circuits de proximité...** Le Pays est enfin le partenaire de l'**Espace Info Energie Moselle Est** qui couvre son territoire et celui de la Communauté d'Agglomération Forbach Porte de France (et dont le porteur est l'Agence Départementale d'Information pour le Logement - ADIL 57).

Par ailleurs, le Pays accueille un relais local d'information européenne (Europe Direct), afin de rendre disponible la documentation officielle traitant de l'Union européenne auprès des associations locales, des scolaires et des habitants. La mise à disposition de cette documentation européenne auprès du Pays est assurée par le Carrefour des Pays Lorrains. Il apporte en outre son soutien au fonctionnement du **Conseil de développement du Pays**.

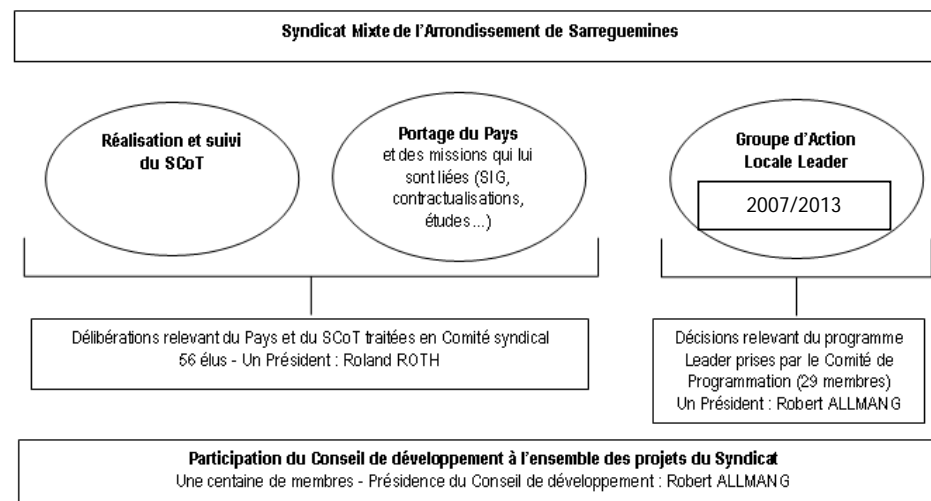
Le Syndicat mixte est piloté par une instance politique, le Comité syndical, composé de 56 élus du territoire. Le Président du Syndicat mixte est M. Roland ROTH, reconduit dans ses fonctions suite aux dernières élections municipales et communautaires de 2014.

Les statuts du Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines sont joints en annexe I du présent dossier.

Le GAL Leader 2007/2013 est composé de deux agents employés par le Syndicat mixte et d'un Comité de programmation composé de 29 membres

(dont une majorité de privés) et présidé par Robert ALLMANG, également Président du Conseil de développement.

La gestion administrative du GAL est donc assurée par le Syndicat Mixte alors que sa gouvernance reste indépendante et relève du Comité de programmation.



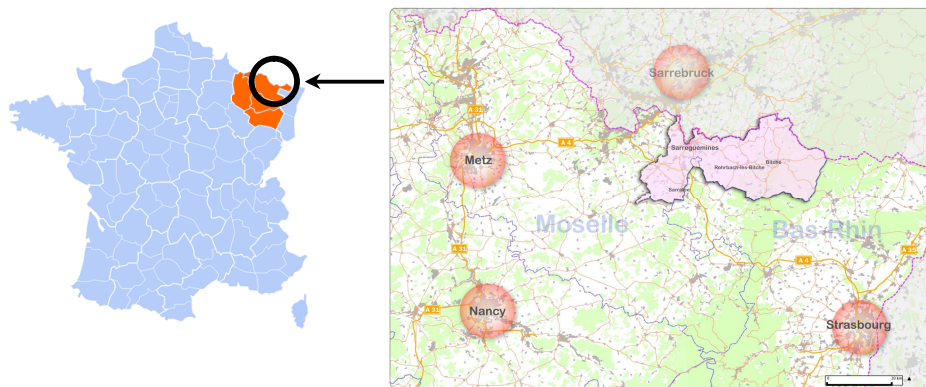
Organisation en mai 2015

Du fait de l'organisation du Pays, il faut noter que les acteurs socio-professionnels, associatifs et élus de notre territoire sont régulièrement associés aux réflexions qui contribuent à poser le cadre de l'aménagement et du développement de notre territoire.

I/3 PRESENTATION DU TERRITOIRE

Le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines est situé à l'extrémité Nord Est de la Région Lorraine et du Département de la Moselle. Frontalier de l'Allemagne dans sa partie nord et limitrophe de l'Alsace au Sud-Est, il

est situé à la convergence de deux axes de développement et d'échanges importants que sont l'axe Metz-Strasbourg et l'axe Nancy-Sarrebruck.



Regroupant **4 intercommunalités**, comptant **100 886 habitants** (RGP 2012 - sans double compte) pour 84 communes s'étendant sur 942 km², le Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines représente une densité de 107 habitants /km², se situant ainsi en-deçà de la moyenne mosellane de 167 habitants /km². **Ce territoire correspond à l'arrondissement de Sarreguemines, auquel s'ajoute la commune alsacienne de Siltzheim.**

Cet espace de projet est organisé en « Pays » depuis 2004 (approbation de la Charte de Pays et installation d'un Conseil de développement). Dans ce cadre, un **Conseil de développement** composé de représentants socio-professionnels, associatifs et d'élus est actif depuis une dizaine d'années sur le territoire.

Le **Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines** est composé d'Ouest en Est, de :

- La Communauté de Communes de l'Albe et des Lacs (14 187 habitants dont 4 572 hab. à Sarralbe) ;
- La Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences

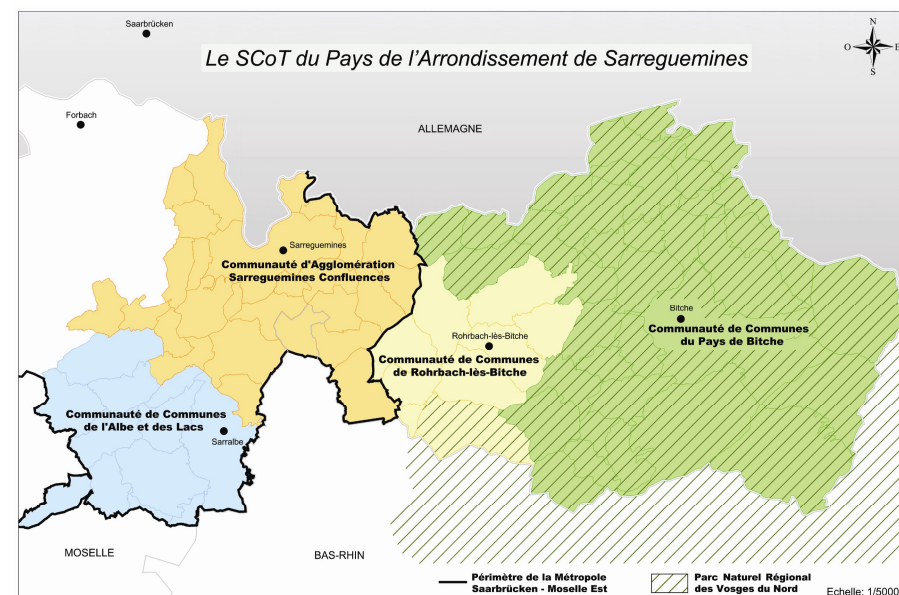
(51 838 habitants dont 21 605 hab. à Sarreguemines) ;

- La Communauté de Communes de Rohrbach-lès-Bitche (9 826 habitants dont 2 079 hab. à Rohrbach-lès-Bitche) ;

- La Communauté de Communes du Pays de Bitche (25 035 habitants dont 5 267 hab. à Bitche).

Sources Insee RGP 2012 (sans double compte)

La liste des communes du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines est jointe en annexe II du présent dossier (code Insee, RGP 2012).



Le territoire est caractérisé par plusieurs entités : plus urbain à l'Ouest, il reste principalement rural dans ses parties Centre et Est (Pays de Bitche), le Pays de Bitche étant partiellement couvert par le **Parc Naturel Régional** (PNR) des Vosges du Nord et la biosphère transfrontalière. Ses communes

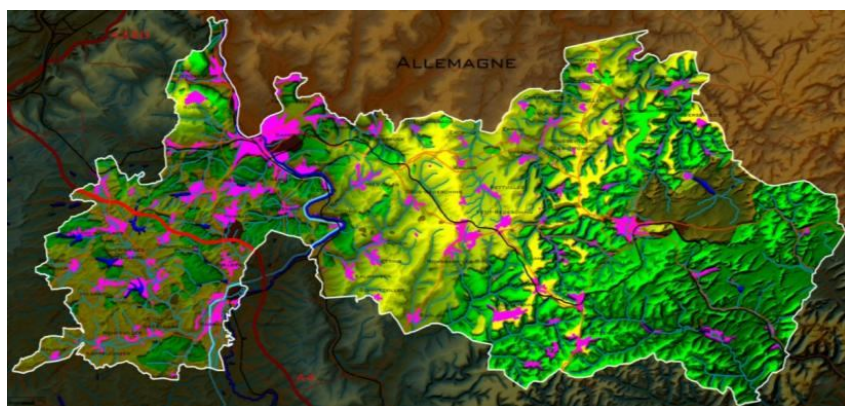
sont en outre intégrées au **Massif des Vosges** (géré par le Commissariat au Massif).

L'Ouest du territoire (Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences et Communauté de Communes de l'Albe et Lacs) est quant à lui membre de l'**Eurodistrict Sarrebruck Moselle Est**. La Communauté de Communes du Pays de Bitche en est également partenaire associé.

L'ensemble du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines est intégré dans le périmètre d'actions de l'**Agence pour l'Expansion de la Moselle Est** (AGEME), relayée localement notamment par l'Espace Entreprise (antenne de la Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences pour le développement économique) et le service du développement économique de la Communauté de Communes du Pays de Bitche.

Le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines est constitué de différents bassins de vie et d'emploi au sein desquels nombre d'échanges existent et dont les deux principaux pôles, Sarreguemines et Bitche, ne sont pas de même nature.

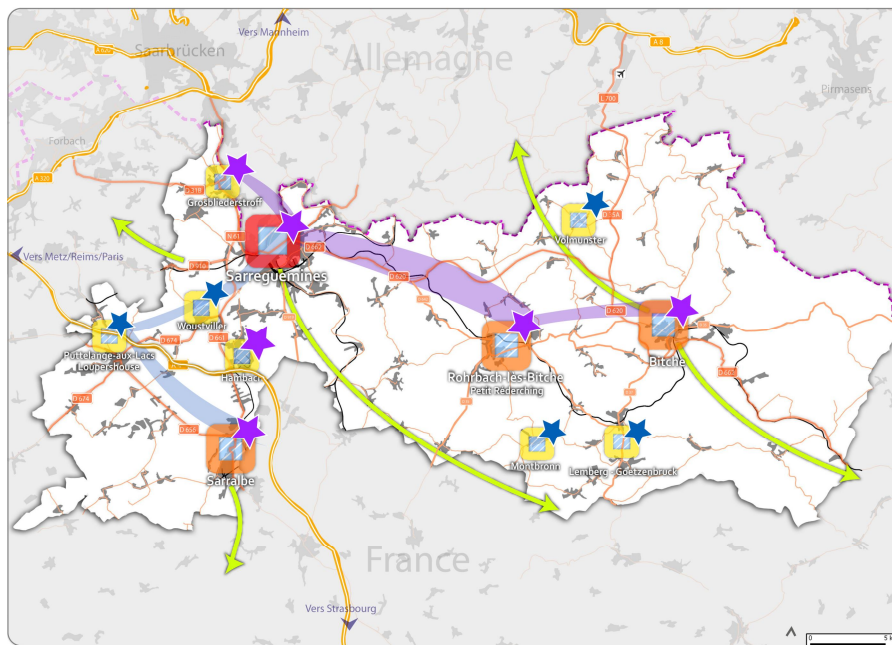
La partie Ouest du Pays comprend un nombre plus important d'unités urbaines : Sarreguemines, Sarralbe, Grosbliederstroff, Woustviller, Puttrelange-aux-Lacs ... alors que dans la partie Est du territoire, seules les communes de Bitche et Rohrbach-lès-Bitche sont considérées comme unités urbaines.



Le SCoT approuvé en janvier 2014 prévoit un renforcement des polarités urbaines et économiques de Sarreguemines en premier lieu, puis de Sarralbe, Rohrbach-lès-Bitche/Petit-Réderching et Bitche (classées « polarités urbaines » et « polarités économiques majeures » dans l'armature urbaine du SCoT).

Des polarités secondaires ont ensuite vocation à proposer des services et activités économiques de proximité intermédiaires aux villages, comme l'illustre la carte et sa légende en page suivante.





Extraits des documents graphiques du DOO.
SCoT approuvé le 23 janvier 2014.

I - Organisation territoriale

- Zones urbaines
- Frontière France/Allemagne

II - Réseaux

- Réseau autoroutier
- Réseau routier principal
- Réseau routier secondaire
- Réseau ferré

III - Polarités résidentielles

- Pôle urbain majeur
- Pôle urbain
- Pôle secondaire d'équilibre

IV - Polarités économiques et commerciales

- ★ Polarité économique majeure
- ★ Polarité économique secondaire
- Polarité commerciale
- Liaisons à optimiser entre les polarités majeures
- Liaisons à optimiser entre les polarités secondaires
- Principales liaisons avec les pôles extérieurs

En bref...

- Un **territoire à dominante rurale organisé** depuis les années 2000 et polarisé autour de Sarreguemines.
- Un **espace de projets** : le Pays, le SCoT, le GAL Leader 2007/2013.
- Une **structure porteuse unique** : le Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines.
- Une implication de la **société civile** aux projets du territoire via le Conseil de développement.
- Des **partenaires** structurés et relais d'initiatives (Ageme, Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, Eurodistrict...).

II LE DIAGNOSTIC PARTAGE

II/1 LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DU TERRITOIRE

II/1/1 UNE TENDANCE AU VIEILLISSEMENT ET A LA « FUITE » DES JEUNES

Si le dynamisme du territoire était supérieur à celui de la Moselle jusqu'en 1999, il est désormais confronté à une diminution de son attractivité, observable par le ralentissement de sa croissance démographique mais aussi par le vieillissement de ses populations depuis les années 2000.

Evolution de la population du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines entre 1982 et 2012

1982	1990	1999	2010	2012
98 242	97 993	100 521	101 181	100 886
- 249 - 31 par an -0,25%	+ 2 528 + 280 par an + 2,58%	+ 660 + 60 par an + 0,65%	- 295 - 147 par an - 0,29%	

Le nombre de ménages étant de 42 317 en 2011, il s'avère que la part des familles monoparentales a progressé depuis 1990 du fait de la faible natalité et d'une décohabitation plus précoce (départ des jeunes en études ou prise d'activité suite à de courtes études). La part des ménages d'une personne est passée de 10 922 en 2006 à 12 132 en 2011.

Face au **vieillissement de la population** et à l'**émigration** qui s'intensifient, l'offre du territoire en termes d'équipements et de services n'est plus adaptée à l'attraction et au maintien des populations jeunes et des populations actives qui émigrent vers des pôles de niveau supérieur. A contrario, face au poids des personnes de plus de 65 ans dans la population totale (plus de 17 % en moyenne), dont 8,6 % de plus de 75 ans en 2011 (progression d'un point par rapport à 2006), l'adaptation des services et

l'accueil de ces dernières constituent un enjeu majeur pour les années à venir pour le territoire. *Source Insee.*

II/1/2 UN PARC DE LOGEMENTS ENERGIVORES

Le nombre total de logements en 2011 est de près de 48 000 dont plus de 88 % sont des résidences principales et pour lesquels 69 % des ménages sont propriétaires. Près de 80 % des logements sont antérieurs à 1990, dont **23,6 % datent d'avant 1946**. La part des logements vacants se porte à près de 8 %. Dans un contexte de crise où la construction ralentit fortement, les enjeux de **réhabilitation et d'adaptation des logements** existants apparaissent donc essentiels pour notre Pays. *Source Insee*

II/1/3 UNE FORTE PRECARITE TOUCHANT LES POPULATIONS JEUNES ET NON FORMEES

Le dynamisme du Pays en matière d'emploi revêt un double aspect. En effet le taux d'activité moyen est supérieur à la moyenne nationale (62 % contre 55 %) et la population active est plus jeune que la moyenne nationale. Cependant le **niveau d'étude est également plus faible** : 23 % de la population ne sont pas diplômés, contre 18 % en France métropolitaine. De même, les titulaires d'un BEP CAP représentent plus de 30 % de la population.

Population non scolarisée de 15 ans ou plus en 2011	77 458
Part des titulaires en %	
Aucun diplôme	23
Certificat d'études primaires	9,2
BEPC, brevet des collèges	4,7
CAP ou BEP	30,7
Baccalauréat ou brevet professionnel	14,9
Diplôme de l'enseignement supérieur court	10,4
Diplôme de l'enseignement supérieur long	7

Source : Insee, RP 2011, Exploitation principale

Ces caractéristiques impliquent un profil socioprofessionnel particulier sur le Pays où la **catégorie des ouvriers prédomine**, et où celle des cadres reste faible.

	2011	Dont actifs ayant un emploi
Ensemble	46 897	41 096
<i>Dont</i>		
<i>Agriculteurs exploitants</i>	341	337
<i>Artisans, commerçants, chefs d'entreprise</i>	2 367	2 212
<i>Cadres et professions intellectuelles supérieures</i>	4 279	4 173
<i>Professions intermédiaires</i>	10 230	9 684
<i>Employés</i>	13 725	11 944
<i>Ouvriers</i>	15 447	12 746

Source : Insee, RP 2011, Exploitation principale

Par ailleurs, on observe une **forte précarisation du territoire**. Près de 47 % des foyers fiscaux sont non imposables en 2011. L'emploi temporaire a crû de 429 % entre 1990 et 1999, contre 3 % pour les Contrats à Durée Indéterminée ; et les offres d'emploi à temps plein ont diminué de 50 %. La part des salariés en Contrat à Durée Déterminée ou en intérim sur le territoire était en moyenne supérieure à la moyenne départementale de 11 % en 2009 (14,7 % pour la Communauté de Communes du Pays de Bitche). L'**emploi à temps partiel** représente une part relativement conséquente de l'emploi salarié pour le territoire. Il est nettement supérieur à la moyenne départementale de 19,7 % en 2009 : si les communes de la Communauté d'Agglomération sont dans cette moyenne, celles de la Communauté de Communes de l'Albe et Lacs se situent à 20,9 %, celles de la Communauté de Communes du Pays de Bitche à 22,9 % et celles de la Communauté de Communes de Rohrbach-lès-Bitche à 29,2 %. En parallèle, le nombre d'allocataires du RSA est de 2507 en 2013, représentant plus de 8 % des bénéficiaires mosellans. Source : Observatoire du Territoire de la Moselle.

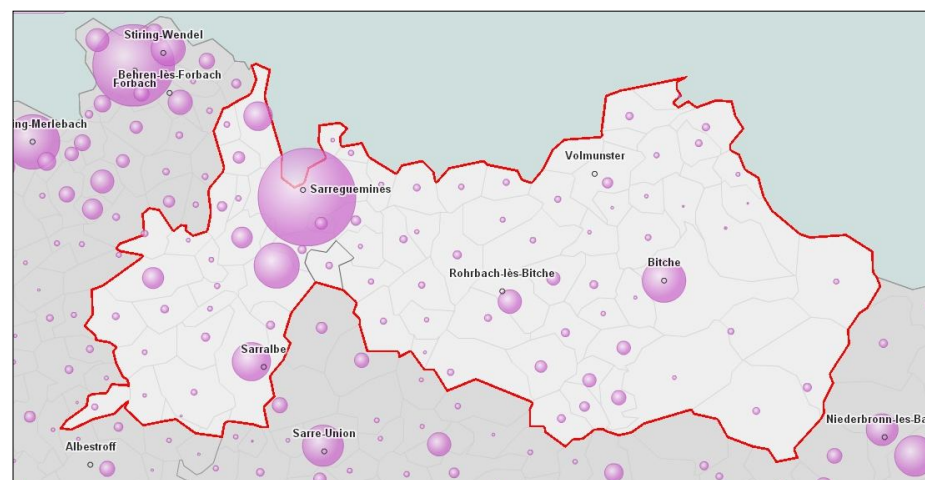
Il faut noter que les personnes les plus touchées par le chômage, qui représente 12,3 % des 15-64 ans en 2011, sont les moins qualifiées, ce qui témoigne des **difficultés d'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi sur le territoire**. Source Insee.

Cette précarisation se traduit également par des écarts géographiques : les catégories les plus aisées se concentrant sur l'ouest du territoire.

II/2 LES PRINCIPALES CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DU TERRITOIRE

II/2/1 UNE MONO-INDUSTRIE PREGNANTE MAIS UNE VOLONTE DE DIVERSIFICATION DES ACTIVITES ECONOMIQUES

Le territoire compte 36 258 emplois en 2011, dont plus de 90 % d'emplois salariés, localisés principalement en partie Ouest (65 % de la population pour 75 % des emplois).



Entre 1999 et 2009, la population active du territoire a augmenté de 6 %, alors que le taux de chômage était de l'ordre de 10,5 % en 2009 (taux inférieur au taux moyen départemental). Néanmoins, la variation de l'emploi a été de - 0,1 % entre 2006 et 2011 et le taux de chômage est passé à 12,3 % en 2011. *Source Insee.*

Le territoire poursuit sa mutation économique. Même si le secteur tertiaire est prédominant, l'**industrie** reste particulièrement développée avec une **forte représentation de l'automobile** et des biens intermédiaires (de fabrication du caoutchouc, ou encore de l'optique ou de la transformation des matières plastiques). Ces secteurs portent encore à ce jour la majorité des emplois du territoire (directs, indirects et induits).

A contrario, **le tissu économique du territoire se diversifie et se densifie**. Le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines dispose d'un important tissu de **Très Petites Entreprises** lié aux secteurs du commerce et des services. En outre, l'arrondissement de Sarreguemines a une longue **tradition artisanale** qui contribue à sa grande richesse culturelle et identitaire : au 31 décembre 2012, 1 849 entreprises et 219 activités (contre 1 314 et 211 en 2004) sont implantées sur le territoire, réparties en quatre grands domaines d'exercice que sont la production, les services, le bâtiment et l'alimentation. A une échelle plus large, le territoire du SCoTAS représente 11 % de l'ensemble des effectifs salariés de l'artisanat départemental avec environ 7 400 salariés. Ces entreprises représentent près de 67 % des entreprises du territoire. A l'échelle infra territoriale, c'est **un emploi sur quatre** qui est occupé par l'**artisanat**. Celui-ci revêt donc une importance capitale pour le dynamisme économique, culturel et social du territoire (Source CMA57). Notons que la dynamique des entreprises de construction reste importante : ce secteur représente près de 71 % des créations d'entreprises individuelles en 2013 soit plus de 15 % des créations d'établissement. *Source Insee.*

Notons enfin que globalement, les activités liées à l'**économie sociale et solidaire** résistent malgré la crise.

La poursuite de cette **diversification** visant à maintenir et à créer des **emplois locaux de proximité répondant à des besoins locaux**, et de ce fait non soumis aux risques de délocalisation, représente un fort enjeu pour le Pays. Pour autant, l'artisanat reste un domaine d'activités diffus et relativement cloisonné dont les acteurs gagneraient à davantage être mis en réseau et à bénéficier de formations adaptées aux attentes des nouveaux marchés. Ces enjeux devront notamment se traduire par une animation et une coordination territoriales efficaces.

11/2/2 UNE IDENTITE TERRITORIALE FORGEE PAR SON HISTOIRE ET SES RICHESSES PATRIMONIALES

Dès le XVI^e siècle, la **cristallerie et la verrerie** se sont développées dans le Pays de Bitche, plus particulièrement dans sa partie Sud, présentant les conditions favorables à ces activités (bois et sable). La cristallerie de St-Louis-lès-Bitche, créée en 1586 et toujours en activité en porte encore le symbole à l'international. L'activité du verre et du cristal reste en outre disséminée à travers le Pays de Bitche par la voie de **nombreuses micro-entreprises**. En outre, comme pour faire suite aux œuvres de Daum ou de Gallé, le travail du verre trouve aujourd'hui une expression artistique et contemporaine alliant **savoir-faire traditionnel et design**, à l'image des boules de Noël de Meisenthal.

Au XIX^e siècle, Sarreguemines est portée par l'**industrie faïencière** grâce à la famille bavarise Utzschneider mais la production faïencière s'achève au début des années 2000. Ces premières empreintes industrielles sont désormais valorisées à travers les musées et expositions de Sarreguemines. Outre le poids économique que représentent encore ces **savoir-faire artisanaux**, ils constituent **une offre et un potentiel touristiques** indéniables (sites, musées, salons, événementiels...).

Les activités liées à l'**éco-rénovation** et plus particulièrement basées sur les matériaux bois semblent également révéler un potentiel de **développement d'activités artisanales locales**. En effet, la présence de

forêts importantes sur notre territoire offre une variété d'essences selon lesquelles la tension sur les ressources est variable. Une étude réalisée sur un territoire voisin (Communauté de communes de Sauer-Pechelbronn) valide la faisabilité d'un **pôle bois** visant à fédérer les entreprises locales dans une dynamique spécifique aux métiers de la forêt et du bois. La mise en œuvre d'un tel projet est inscrit dans le Pôle d'Excellence Rurale « Développer l'économie de l'habitat durable » pour lequel le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord a été labellisé en 2012. Les premiers travaux engagés en la matière ont donné naissance à une association dénommée « Synergie bois local » (Synbol) fédérant des entreprises de la filière bois des Vosges du Nord et environs. Des entreprises du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines sont adhérentes à ce réseau d'acteurs professionnels en quête de développement d'un marché de **seconde transformation** visant à générer de la **valeur ajoutée** et de l'**emploi** au plus près des territoires forestiers. A cet effet, une meilleure connaissance de la ressource et de ses disponibilités, l'accompagnement de l'animation et de la mise en réseau des professionnels, l'optimisation des savoir-faire locaux, la facilitation des expérimentations et de la mise en marché de nouveaux produits apparaissent indispensables.

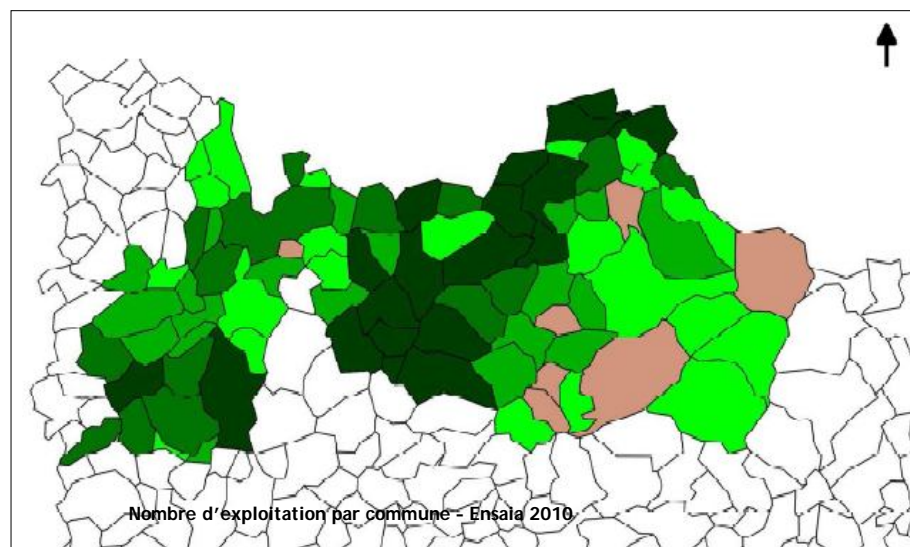


Sur le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines, les paysages agricoles et plus particulièrement d'élevage font écho aux espaces forestiers. Les agriculteurs exploitants représentent moins de 1 % de la population active sur le territoire et très peu d'industries agro-alimentaires sont présentes sur le territoire. *Source Insee.* Pour autant, la **surface agricole utile** représente plus de **36 % du territoire**.

De par son environnement, la taille et le type de ses exploitations et leur structure juridique, le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines apparaît en outre comme particulièrement spécifique au regard de l'agriculture

mosellane : s'y confrontent les plus importantes et les plus petites exploitations de Moselle, héritages d'une tradition de poly-activité, largement contributrices des caractéristiques paysagères locales.

Le **maintien de ces activités et la diversification des acteurs agricoles** apparaissent donc comme un **enjeu économique et d'attractivité touristique** d'importance pour le Pays.



La **position frontalière** du Pays, longtemps stratégique, est l'une des fortes particularités du territoire. Elle a conduit à la création d'ouvrages défensifs, allant de la citadelle de Bitche (fin du XVII^{ème} siècle) aux constructions de la ligne Maginot terrestre et aquatique. L'annexion à l'Allemagne de l'Alsace et de la Moselle, de 1871 à 1918, est à l'origine d'un patrimoine social et culturel important qui se traduit non seulement par le droit local alsacien et mosellan mais aussi notamment par un maintien fort du francique ou « Platt » et le **bilinguisme français/allemand**.

La **proximité de l'Allemagne** est aujourd'hui considérée par les acteurs du territoire comme un atout pour le Pays : nos « voisins » représentent en effet un **potentiel de clientèle touristique** pour de courts et moyens

séjours notamment (3/4 de la clientèle étrangère de notre territoire est originaire de pays limitrophes) ; les pratiques germaniques en matière énergétique et de construction en accord avec les objectifs de la **transition énergétique** représentent également une source d'expériences et de formation pour nos artisans. Des coopérations se développent d'ailleurs dans ces secteurs : l'Eurodistrict Sarrebruck-Moselle-Est développe la promotion des sites touristiques de part et d'autre de la frontière sarroise (la route du feu en est une illustration) ; en 2014 et 2015, le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord a proposé des formations dans les domaines de l'éco-rénovation associant artisans français et allemands... Notons enfin que les problématiques de la transition énergétique et du changement climatique sont traduites dans le cadre du Plan Climat Energie Territorial de la Communauté d'Agglomération Sarreguémises Confluences par ailleurs labellisée Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte.

II/2/3 LE TOURISME COMME VECTEUR D'ATTRACTIVITE ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Sur l'ensemble du territoire, la richesse paysagère, culturelle, patrimoniale et gastronomique, la qualité et le potentiel de certains sites (sites de la ligne Maginot, tourisme fluvial et de jardins, sites de loisirs...) sont autant d'atouts à valoriser pour une **mise en tourisme efficiente**. A cet effet, l'organisation récente des **Offices de tourisme communautaires** du Pays de Bitche et de Sarreguémises Confluences présage d'un encouragement à la **qualification des acteurs touristiques** et à la production de **produits touristiques** attractifs et en accord avec la demande actuelle, à inscrire dans des politiques plus larges (Parc Naturel Régional des Vosges du Nord et Massif des Vosges, Eurodistrict Sarrebruck-Moselle-Est, Département, Région).

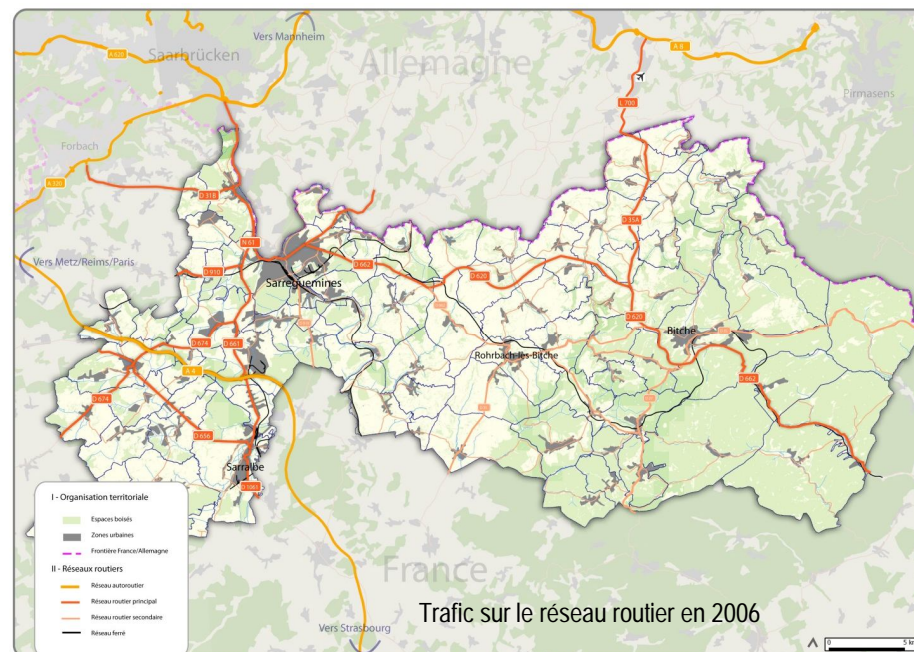
II/2/4 UN ENCLAVEMENT PERSISTANT ET UNE MOBILITE A DEUX VITESSES

Le Pays de l'arrondissement de Sarreguémises reste confronté à un **enclavement d'une partie de son territoire**. Cet enclavement est tout

d'abord administratif et institutionnel, au regard de sa situation excentrée par rapport à la Région Lorraine. Il est également physique pour le Centre et l'Est du Pays et est renforcé, sur cette partie du territoire, par le massif forestier des Vosges du Nord.


L'attractivité de Sarreguémises se fait également sentir dans le domaine des déplacements, du fait principalement d'un élargissement de la desserte urbaine, dans le cadre de la compétence de l'agglomération. La proximité de l'autoroute et de Sarrebruck, capitale du land de Sarre, via le tram-train, fait de **l'Ouest du Pays** un espace **plus attractif** en termes de mobilité et de transport pour les entreprises et les populations du territoire

Sans surprise, la **voiture** reste le mode de déplacement le plus couramment utilisé sans réelle alternative sur les espaces les plus ruraux, les transports collectifs (car et train) ayant un usage majoritairement scolaire.




Les **populations « marginalisées »**, particulièrement en zone rurale, en proie à des **difficultés de mobilité** se retrouvent ainsi d'autant plus **isolées** dans leurs besoins et leurs démarches (santé, services, recherche d'emploi et formation...).

En bref...

 Le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines est confronté à des **disparités** de taille en matière de développement économique. L'Ouest du territoire offre une grande partie de ses emplois au reste du Pays. Toutefois, cette activité économique est concentrée sur des secteurs fortement soumis à la **concurrence internationale** (mono-industrie automobile et chimique). Par ailleurs, le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines dispose d'un important tissu de Très Petites Entreprises lié aux secteurs du commerce, de l'artisanat et des services.

L'évolution démographique du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines est liée à sa faculté à maintenir son attractivité sur les territoires lorrains alentours. Le maintien des habitants et l'attractivité dépendent notamment du dynamisme au niveau de **l'économie et de l'emploi**, de la proximité des services, et de la qualité du cadre de vie.

 **Dans ce contexte, la diversification économique du territoire, basée sur l'exploitation et la valorisation de ses ressources et de ses savoir-faire se pose comme un atout, plus particulièrement pour les espaces ruraux du Pays.**

III LES ENJEUX DU TERRITOIRE

III/1 ATOUTS/FAIBLESSES/OPPORTUNITES/MENACES







	Atouts	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Situation géographique et organisation du territoire	Situation de carrefour et proximité d'axes de déplacement. Situation frontalière avec l'Allemagne. Proximité de grands bassins de population français et internationaux/ bassins urbains de proximité. Culture du bilinguisme. Un espace de projet unique (Pays, SCoT).	Faible pression urbaine. Inégalité des facilités d'accès aux voies de communication entre Est et Ouest du territoire. Forte dépendance à la voiture et aux déplacements individuels. Problème de mobilité chez les populations les plus fragiles.	Facilités d'échanges d'expériences avec l'Allemagne. Des partenaires institutionnels forts impliqués sur le territoire (PNR, Eurodistrict...).	Un territoire hétérogène entre Est et Ouest. Perte du bilinguisme.
Histoire et patrimoine	Des activités historiques qui contribuent à forger l'identité du territoire (artisanat, artisanat d'art, bois, agriculture...). <i>Grande tradition de manufacture de qualité en Lorraine : image positive à l'étranger.</i> <i>Des pôles porteurs d'une légitimité historique sur le territoire (CIAV, faïenceries...).</i> <i>Tradition forestière locale.</i> <i>Productions agricoles de qualité.</i>	Fragilité des métiers d'art : <i>difficiles à identifier ; vieillissement des entrepreneurs...</i>	Potentiels de circuits courts basés sur les ressources locales : <i>ressource bois abondante, diversifiée et de qualité ; des savoir-faire locaux à valoriser.</i> Engagement d'une dynamique de création dans certaines structures.	Manque de renouvellement des productions artisanales/ manque d'innovation et de design. Perte des savoir-faire artisanaux traditionnels.
Contexte socio-démographique/ habitat	Un fort taux de résidences principales et de propriétaires.	Tendance au vieillissement des populations. « Fuite » des jeunes. Faible niveau d'études. Forte précarisation du territoire.		Départ accru de populations si le territoire perd de son attractivité.

Contexte socio-économique	Reprise progressive de l'activité économique nationale et internationale. Taux d'emploi en 2011 : 61,8 %.	Contexte de crise. Mono-industrie très prégnante sur le territoire. Manque d'organisation et d'animation des réseaux d'acteurs économiques par filière (artisans d'art, transition énergétique...). Faible niveau de qualification des habitants. Manque de formations adaptées aux besoins locaux. Difficultés à répondre aux besoins sociaux. Manque de recherche de l'utilité sociale et solidaire dans les projets. Pas assez de professionnels de l'économie sociale et solidaire sur le territoire. + de 23 % des logements antérieurs à 1946.	Potentiels de développement dans les domaines de l'action sociale, du tourisme, de l'artisanat, des énergies renouvelables, de la filière bois et des éco-matériaux, éco-rénovation... Potentiels de création d'emplois de proximité dans le domaine des services aux entreprises et particuliers, dans les économies vertes et l'économie sociale et solidaire. Potentiel d'implantation d'industries innovantes et de développement de projets non-conformistes. Potentiels d'intégration de personnes handicapées dans le milieu professionnel. Capacités d'innovation et d'imagination des entreprises de l'économie sociale et solidaire. Développement de filières locales et d'une économie circulaire. Coordination/animation des acteurs par filière autour d'objectifs communs.	Risques de délocalisation des entreprises les plus importantes. Difficulté à trouver la main d'œuvre adaptée aux besoins locaux. Manque de compétence des entreprises locales pour répondre aux besoins locaux. Déficit de compétitivité des entreprises artisanales. Difficultés d'écoulement des productions traditionnelles. Manque d'innovation et de R&D dans la plupart des secteurs. Manque de moyens de formation et d'insertion. Diminution et limites du bénévolat.
Contexte énergétique	Inclination naturelle des habitants à aller vers l'économie. Potentiels locaux d'énergies renouvelables (éolien, hydrolien, déchets verts et houille).	Manque de recherche d'autonomie en matière énergétique. Forte représentation des matériaux synthétiques à forte énergie grise et pollutions générées. Baisse des offres en éco-matériaux/manque de valorisation des éco-matériaux. Déficit de valorisation des bois d'œuvre.	Développer des projets exemplaires (zones d'habitations durables...). Développer la rénovation thermique et énergétique du bâti existant.	

<p>Image attractivité touristique territoire</p>	<p>et du</p> <p>Patrimoines naturel et paysager remarquables. Patrimoine historique, culturel, gastronomique (restauration, produits locaux) riche et varié. Excellence des traditions et savoir-faire. Importance de l'offre en hébergement de plein air + Village Vacances. ¾ de la clientèle touristique étrangère en provenance de pays limitrophes. Des sites et acteurs pilotes innovants (OT, sites, PNR...).</p>	<p>Image négative liée à l'industrie et aux énergies fossiles. Déficit d'image touristique de la Moselle Est. Baisse des clientèles de proximité et d'affaires. Moyens de promotion des atouts du territoire insuffisants et inadaptés/ signalétique touristique insuffisante. Manque d'infrastructures de qualité pour accueillir les groupes. Manque de qualification et d'originalité de l'offre touristique/ l'offre ne répond pas aux tendances d'éco-tourisme et de bien être. Défaut de formation des professionnels. Insuffisance de structuration des circuits d'itinérance et de randonnée (vélo, pédestre, équestre...). Services insuffisants (location vélos, restauration rapide, guidage...). Accessibilité inégale selon les secteurs du territoire. Saisonnalité trop marquée.</p>	<p>Développement d'activités économiques dans les musées (renouvellement d'une clientèle permanente). Valorisation touristique des métiers d'art. Développement d'une clientèle touristique et autochtone. Valorisation de l'offre existante et adaptation aux demandes des clientèles actuelles. Diversification des activités de plein air et développement des mobilités douces. Développement du tourisme fluvial. Potentiel de développement de l'itinérance et de la randonnée.</p>	<p>Perte d'attractivité économique et touristique du territoire. Baisse de fréquentation des installations existantes. Obsolescence de certains sites/ difficulté de pérennisation de certains équipements.</p>
---	---	---	---	---

III/2 DES ENJEUX MAJEURS

L'analyse croisée des échanges ressortis lors des ateliers et réunions de travail met à jour un certain nombre d'**enjeux majeurs** pour le territoire :

-  Renforcement de l'**attractivité** endogène et exogène du territoire et plus largement de la Moselle Est / Vosges du Nord.
-  Maintien des populations locales et notamment des **jeunes** sur le territoire.
-  **Diversification** des activités du territoire.
-  **Adaptation** de l'offre aux besoins locaux.
-  **Différenciation** de l'offre locale du territoire par rapport aux marchés « classiques ».
-  **Communication** sur les atouts et l'offre du territoire par une communication appropriée et impactante.

IV LA STRATEGIE LEADER DU PAYS DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES

IV/1 LA PRIORITE CIBLEE

Au vu des enjeux croisés issus de la concertation proposée pour l'élaboration du projet Leader 2014/2020, une priorité ciblée a été définie comme suit :

« **CONSTRUIRE UNE IMAGE DYNAMIQUE ET CREATIVE DU TERRITOIRE BASEE SUR SES RESSOURCES ET SAVOIR-FAIRE AFIN DE CONTRIBUER A LA PERENNITE ECONOMIQUE DES ENTREPRISES ET A LA CREATION DE RICHESSES ET D'EMPLOIS SUR LE TERRITOIRE** »





Cette **priorité ciblée multisectorielle** a vocation à poursuivre les efforts engagés dans le cadre du programme Leader 2007/2013 et à **démultiplier l'effet levier de Leader** tout en le réorientant vers des **projets plus directement générateurs de richesses**.

IV/2 LES AXES DE DEVELOPPEMENT






Les travaux d'élaboration du SCoT de l'arrondissement de Sarreguemines approuvé en janvier 2014 ainsi que les évaluations de la Charte de Pays et du programme Leader 2007/2013 convergent vers la nécessité de **renforcer l'attractivité du territoire en conférant une large place au développement économique et touristique** dans un contexte d'adaptation aux exigences de la **transition énergétique** et du **développement durable**. La fragilité et la croissance de la précarisation de certains secteurs et populations de notre Pays, les difficultés auxquelles se confrontent nos entreprises et collectivités pour maintenir et développer les activités et l'emploi locaux ont été soulignés dans le cadre de la concertation dédiée à l'élaboration du projet Leader 2014/2020.

Pour y pallier et répondre au mieux à la priorité ciblée du projet 2014/2020, plusieurs axes de développement exposés ci-après se sont fait jour. Ils visent à **distinguer positivement le territoire et ses activités** en

qualifiant les acteurs locaux, en accompagnant leur mise en réseau, en encourageant l'expérimentation et l'innovation et en communiquant au mieux sur leurs projets :

-  **Différencier et distinguer** le territoire par le développement d'une offre économique et touristique adaptée aux besoins, originale et innovante.
-  Développer des activités performantes et porteuses de **valeur ajoutée** (transformation, qualité, création de richesses, services « à la carte »...).
-  Consolider et créer de **nouvelles filières économiques** basées sur nos **ressources et savoir-faire** locaux.
-  Apprendre à **vendre** le territoire et à se faire connaître (communication adaptée et ciblée).

Ces axes de développement ciblent plus particulièrement certains champs thématiques mis en exergue lors des ateliers et réunions de travail tenues dans le cadre de l'élaboration du projet Leader 2014/2020, à savoir :

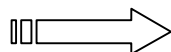
-  L'artisanat, plus particulièrement décliné dans les domaines de la filière bois, de l'éco-rénovation, et de l'artisanat d'art ;
-  Les économies d'énergie et le développement d'une économie locale valorisant les ressources en faveur de la transition énergétique (éco-matériaux, isolation...) ;
-  Le tourisme, plus particulièrement orienté vers la valorisation du tourisme d'itinérance, de randonnée et fluvial ;
-  L'agriculture et les produits locaux ;
-  De manière plus transversale, les activités relevant de l'économie sociale et solidaire, qui révèlent notamment une gouvernance collaborative dans leur mise en œuvre.

Ces axes de développement sont traduits en objectifs stratégiques :

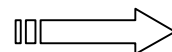
- Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
- Développer l'attractivité économique du Pays.
- Retenir les jeunes sur le territoire.
- Maintenir et développer l'activité et les emplois locaux.
- Maintenir et renforcer la diversité des activités locales.
- Améliorer la qualification des acteurs et la qualité des prestations.
- Préserver et valoriser les savoir-faire du territoire.
- Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des acteurs et moyens.
- Innover dans l'offre pour créer une image dynamique du territoire.
- Enrichir les projets locaux et favoriser la créativité et l'innovation chez les acteurs locaux.
- Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences innovantes.

Le projet Leader 2014/2020 du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines propose des fiches action exposées dans le chapitre 3 du présent dossier dont les orientations ont vocation à répondre aux objectifs stratégiques exposés ci-dessus.

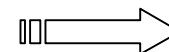
Enjeux



Priorité ciblée



Axes de développement



Objectifs stratégiques

<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de l'attractivité endogène et exogène du territoire et plus largement de la Moselle Est / Vosges du Nord. - Maintien des populations locales et notamment des jeunes sur le territoire. - Diversification des activités du territoire. - Adaptation de l'offre aux besoins locaux. - Différenciation de l'offre locale du territoire par rapport aux marchés « classiques ». - Communication sur les atouts et l'offre du territoire par une communication appropriée et impactante. 	<p>« Construire une image dynamique et créative du territoire basée sur ses ressources et savoir-faire afin de contribuer à la pérennité économique des entreprises et à la création de richesses et d'emplois sur le territoire »</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Différencier et distinguer le territoire par le développement d'une offre économique et touristique adaptée aux besoins, originale et innovante. - Développer des activités performantes et porteuses de valeur ajoutée (transformation, qualité, création de richesses, services « à la carte »...). - Consolider et créer de nouvelles filières économiques basées sur nos ressources et savoir-faire locaux. - Apprendre à vendre le territoire et à se faire connaître (communication adaptée et ciblée). 	<ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire. - Développer l'attractivité économique du Pays. - Retenir les jeunes sur le territoire. - Maintenir et développer l'activité et les emplois locaux. - Maintenir et renforcer la diversité des activités locales. - Améliorer la qualification des acteurs et la qualité des prestations. - Préserver et valoriser les savoir-faire du territoire. - Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des acteurs et moyens. - Innover dans l'offre pour créer une image dynamique du territoire. - Enrichir les projets locaux et favoriser la créativité et l'innovation chez les acteurs locaux. - Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences innovantes.
--	--	--	--

IV/3 UN PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE

La stratégie Leader du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines s'inscrit dans une démarche de développement durable en accord avec les orientations globales de sa Charte de développement et du SCoT (approuvé conformément aux objectifs du Grenelle de l'Environnement).

IV/3/1 LA DIMENSION SOCIALE DU PROJET LEADER

En ciblant le projet Leader 2014/2020 du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines autour d'une problématique incitatrice de création de richesses, la dimension sociale reste fortement intégrée. En effet, le projet Leader proposé inscrit les secteurs de l'économie sociale et solidaire comme l'un des axes prioritaires de sa stratégie. Tout en recherchant la création d'activités dans ces domaines, Leader permettra donc le maintien voire le renforcement de services aux populations.

En outre, dans le cadre de l'élaboration du projet Leader 2014/2020, les habitants du territoire ont été informés de la démarche du Pays et ont été invités à y participer via des relais réguliers assurés par la presse locale notamment.

IV/3/2 LA DIMENSION ECONOMIQUE DU PROJET LEADER

Le projet Leader 2014/2020 du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines a vocation à favoriser un certain équilibre économique sur l'ensemble du territoire en s'appuyant notamment sur la recherche et le développement de filières émergentes (ou nouvelles) répondant aux spécificités et besoins des différentes entités géographiques du territoire. A cet effet, la finalité du projet Leader 2014/2020 s'articule autour du maintien et du développement de l'emploi local visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et d'innovation sur la base de nos atouts et savoir-faire locaux.

IV/3/3 LA DIMENSION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET LEADER

Le projet Leader 2014/2020 du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines permettra le développement d'activités en lien avec les préoccupations environnementales et énergétiques actuelles, notamment en contribuant aux économies d'énergie (éco-rénovation, éco-matériaux...) ou en encourageant le développement de filières énergétiques renouvelables locales.

De plus, le GAL veillera à ce que l'impact environnemental des projets qui seront présentés dans le cadre du programme Leader soit intégré voire compensé afin d'inscrire ces projets dans un cadre de vie préservé et de qualité et ainsi contribuer à renforcer l'attractivité du territoire.

V LA VALEUR AJOUTÉE ATTENDUE DE LA STRATÉGIE LEADER PAR RAPPORT À L'EXISTANT ET AU VU DES ÉVALUATIONS DU TERRITOIRE

En premier lieu, la stratégie Leader se veut être un **projet fédérateur et partagé**, en écho à la communication et concertation mises en œuvre dès 2014 autour de l'élaboration de ce projet. Elle a vocation à **encourager et à faciliter les échanges entre acteurs privés et professionnels et collectivités** du Pays notamment en vue de développer leurs collaborations au sein mais aussi vers l'extérieur du territoire : il s'agit de décloisonner les acteurs et secteurs d'activités qui interagissent entre eux et qui présentent certains besoins et problématiques communs (besoins de formation, de qualification, de mise en réseau, de mutualisation de moyens, de partage d'expériences...). Les projets de **coopération** proposés vont également dans ce sens : au-delà de l'échange d'expériences, ils sont attendus comme une ouverture vers de nouveaux partenariats et compétences visant à enrichir les acteurs locaux et à démultiplier l'impact géographique des projets engagés.

Concrètement, **Leader contribuera à améliorer l'attractivité du territoire** en visant plus particulièrement des **opérations à vocation économique**. Les domaines d'activités liés au **tourisme** et à l'**artisanat** ayant été identifiés comme des secteurs présentant un réel potentiel de développement local, ils feront l'objet d'une attention particulière et pourront notamment bénéficier d'aides à l'aménagement, à l'acquisition de matériels mais aussi d'aides à l'animation, à la mise en réseau et à la formation des acteurs locaux, dont l'implication et la qualification sont essentiels et impératifs.

Dans le cadre du projet Leader 2007/2013, décliné en vue de renforcer les liens entre milieux urbains et ruraux, les opérations liées aux fiches action 1 et 2 respectivement intitulées « Développer des filières économiques et touristiques basées sur la valorisation des ressources naturelles, culturelles et patrimoniales et des savoir-faire du territoire » et « Développer des produits du territoire de qualité » ont constitué la part la

plus importante en nombre de projets mais aussi de montants FEADER. En effet, les montants totaux mobilisés sur les opérations concernées se portaient à 1,9 millions d'euros, pour près de 750 000 euros de crédits FEADER soit plus de 44 % du montant total FEADER alloué au GAL 2007/2013. Leader a ainsi clairement facilité l'engagement de politiques touristiques communautaires et l'organisation d'offices de tourisme de pôle. Le nouveau programme 2014/2020 est donc attendu comme une **continuité du soutien à la structuration des acteurs touristiques**, perçus par les acteurs et élus du territoire comme l'un des vecteurs indéniables du développement économique pour notre territoire. Il en est de même en matière de **développement des circuits de proximité et de soutien aux activités liées à la valorisation des produits locaux**. Leader 2007/2013 a permis d'engager et d'élargir des réflexions, mises en réseau et projets qui restaient essentiellement limités au Pays de Bitche jusqu'alors.

L'évaluation du programme 2007/2013 a en outre mis en évidence le **défaut d'implication et d'association des porteurs de projet privés** : aucune entreprise ou personne privée n'a bénéficié de subvention Leader sur cette période. Si le projet Leader initial mentionnait la possibilité d'intervenir auprès de porteurs privés, ces bénéficiaires ont en effet été retirés au moment du conventionnement (à la demande de la DRAAF, alors autorité de gestion). Le projet Leader 2014/2020 souhaite se repositionner en faveur de bénéficiaires privés sous la forme de groupements d'entreprises ou de privés agissant dans le secteur touristique (hébergement) notamment. Cet objectif devrait être facilité par l'implication très en amont de ces acteurs : ils ont en effet été conviés aux travaux d'élaboration du projet Leader 2014/2020. L'approche « projet » proposée dans la plupart des ateliers et réunions de concertation a permis de les sensibiliser et de les impliquer plus aisément dans cette démarche de projet territorial. Leur mobilisation a été réelle, particulièrement dans les **champs touristiques** (restaurateurs, hébergeurs...) et de l'**artisanat** (entreprises liées à la filière bois...). C'est pourquoi ces deux domaines d'activités constituent des **cibles privilégiées dans le projet Leader 2014/2020**.

La stratégie Leader a également pour objet de faciliter et d'encourager des **démarches durables** pour le territoire. Dans ce but, les opérations devront notamment intégrer les problématiques du développement des activités, des richesses et de l'emploi, de la transition énergétique mais aussi de leur impact social. Afin de mesurer ces impacts durables sur les projets proposés au Comité de programmation, la méthodologie d'analyse des projets détaillée au chapitre 2 sera proche de celle retenue lors du programme 2007/2013 puisqu'elle a apporté satisfaction autant aux membres du Comité de programmation qu'aux porteurs de projet (satisfaction mesurée au cours de l'évaluation). Néanmoins, afin de renforcer l'objectivité de cette analyse, elle se verra compléter d'une **grille d'analyse** simplifiée validée par le Comité de pilotage Leader et présentée en partie VIII/5 « Le choix des dossier ».

La stratégie Leader a été conçue comme un outil au service de la **mise en œuvre** de certains axes des **stratégies de développement et d'aménagement durables du territoire** (Charte de Pays, SCoT, stratégies de développement et de diversification économiques des collectivités du territoire, stratégie touristique du Pays de Bitche et de l'Agglomération de Sarreguemines...) en complémentarité des politiques supra-territoriales impactant ce territoire (Etat, Massif, Région, Département, Eurodistrict, Parc Naturel Régional des Vosges du Nord...).

L'évaluation de la Charte de Pays mais aussi le projet de SCoT ont ainsi pu mettre en exergue la nécessité d'accompagner de nouvelles activités ancrées sur notre territoire, en écho aux orientations prioritaires des politiques supra-territoriales.

Dans ce sens, l'évaluation du projet Leader 2007/2013 a permis de soulever **l'effet levier catalyseur** du programme.

En effet, certaines lignes de cofinancement spécifiques ont pu être activées pour les projets « Leader » alors ces mêmes projets n'auraient pas été aussi sûrement soutenus par des crédits liés à des politiques classiques. La Région Lorraine a par exemple développé un dispositif d'intervention régional intitulé « Accompagnement des actions des GAL Leader » parallèle à ses dispositifs classiques. Les collectivités locales (communes et communautés de communes) ont également été le relais de certains

projets Leader par la voie de cofinancements spécifiques ou même du portage direct de certaines opérations pilotées par des associations.


Signalons également que l'évaluation a mis en évidence que Leader a permis la réalisation de projets qui n'auraient pas pu voir le jour sans l'intervention de ce programme pour la période 2007/2013 et/ou a accéléré leur réalisation. Une large majorité des bénéficiaires du programme 2007/2013 estiment en outre que Leader leur a permis une amélioration de leur projet (en le rendant plus ambitieux ou en lui donnant une portée géographique plus vaste, en facilitant la réalisation du projet dans de meilleures conditions ou délais, en développant un projet de plus grande qualité ou en facilitant la pérennisation de la structure porteuse du projet).

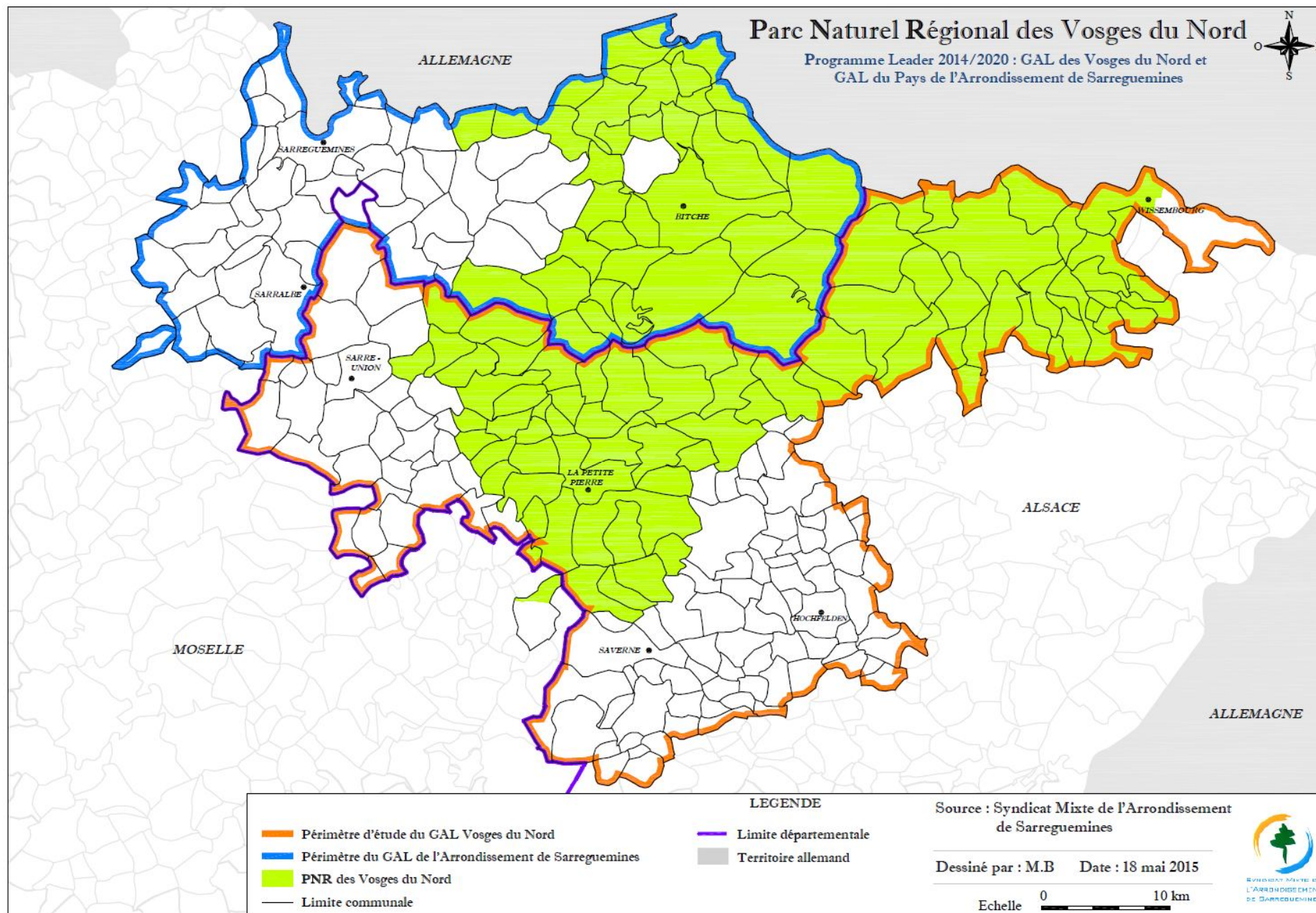
Cet effet levier catalyseur est également attendu sur le programme 2014/2020, d'autant que pour cette période, les acteurs et co-financeurs potentiels ont une meilleure connaissance du programme (antériorité du programme 2007/2013, plus large association à la procédure d'élaboration du projet 2014/2020...). En outre, l'implication du Comité de programmation dans l'analyse des dossiers étant maintenue et l'accompagnement des porteurs de projet par l'équipe technique du GAL étant renforcé, il est souhaité que cet effet catalyseur en faveur d'une amélioration des projets soit démultiplié pour la période 2014/2020.

Enfin, la génération Leader 2014/2020 sera notamment l'occasion d'un **rapprochement des Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines et du Pays de Saverne**, dont le **trait d'union** est porté par le **Parc Naturel Régional des Vosges du Nord**. Les stratégies de nos deux territoires candidats à Leader 2014/2020 présentent en effet plusieurs similitudes ou points de concordance qui permettront de faciliter l'impulsion de projets novateurs voire expérimentaux sur un espace élargi en accord avec les Chartes de Pays et du Parc. De nombreux acteurs locaux dynamiques, notamment en matière touristique et artisanale pourront ainsi bénéficier d'un **« double effet levier Leader »**. En outre, ils pourront recevoir **l'accompagnement du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord**, dont l'ingénierie et les compétences diverses, en soutien aux Pays supports des

GAL, pourront faciliter la mise en œuvre des stratégies Leader des deux territoires concernés rappelés ci-après.

En bref...

 Le projet proposé pour le programme Leader 2014/2020 est construit en accord avec le projet de territoire décliné dans la Charte du Pays (2004) mais aussi dans le SCoT (2014). Suite à une évaluation du programme 2007/2013 et de la Charte du Pays et au vu des orientations politiques du SCoT notamment, Leader 2014/2020 a vocation à favoriser - voire impulser **un effet levier** - pour le développement de l'économie locale, sous diverses formes. Le maintien et la création d'activités et de richesses sont les leitmotivs de ce projet. Leader est donc attendu par les élus, les professionnels et les habitants comme un **incitateur d'entrepreneuriat et d'innovation**.



VI LES LIENS ENTRE LA STRATEGIE DU GAL ET LES STRATEGIES LOCALES, REGIONALES ET NATIONALES

VI/1 ARTICULATION DU PROJET LEADER AVEC LA CHARTE DE DEVELOPPEMENT DU PAYS DE L'ARRONDISSEMENT DE SARREGUEMINES ET LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOTAS)






Le territoire du GAL est le même que celui du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines et du Schéma de Cohérence Territoriale, l'ensemble de ces projets étant porté par une **structure unique**, le Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines.

Le SCoT, approuvé en 2014, est un projet de territoire orienté sur les champs de l'aménagement urbain dans son sens large. Le contenu du SCoT prend en compte les axes de développement exposés dans la Charte de Pays : le SCoT doit être lu comme une déclinaison « orientée » et à portée réglementaire du projet de territoire. La concordance de ces deux projets a été assurée par la participation continue des élus locaux mais aussi du Conseil de développement à leur élaboration.

Dans le même esprit, les élus locaux, les membres du Conseil de développement, mais aussi les acteurs du territoire (institutions partenaires, entreprises, consulaires, associations, privés...) ont été associés à l'élaboration et au fonctionnement du programme Leader 2007/2013. L'appropriation par ces acteurs (devenus pour certains membres du Comité de programmation ou porteurs de projet sollicitant Leader) a pris du temps : des réunions d'information, des rendez-vous, des supports de communication ont été proposés de 2010 à 2013 afin de leur expliquer la « culture » et « l'esprit » Leader. L'équipe du GAL Leader 2007/2013 et le Président du GAL ont porté ce message tout au long du programme 2007/2013 mais aussi au cours des travaux d'élaboration de la candidature 2014/2020.



Dans la continuité du projet Leader 2007/2013 construit autour du renforcement des liens urbain/rural, le projet Leader 2014/2020 se veut être un **prolongement du projet de territoire** traduit dans la Charte de Pays et dans le SCoT. Il a toutefois vocation à souligner les axes de développement plus particulièrement porteurs d'**innovation** et créateurs de **richesses** pour ce territoire.

Pour rappel, la Charte du Pays adoptée en 2004 compte 5 axes principaux :

-  Développement économique au service de l'emploi
-  Déplacements adaptés aux besoins de ceux qui vivent et travaillent
-  Politique touristique concertée
-  Accès aux services pour le mieux-vivre des habitants
-  Aménagement durable de l'espace

Une évaluation de la Charte de Pays réalisée par le Conseil de développement et actée en décembre 2014 permet de réorienter les problématiques de développement sur lesquelles un travail important reste à faire sur le territoire. C'est notamment sur les conclusions de cette évaluation que les travaux d'élaboration du projet Leader 2014/2020 se sont appuyés.

Le premier axe de développement affiché dans le projet de territoire relève du **développement économique**, qui compose également l'axe principal du projet Leader 2014/2020. Les objectifs de la Charte de Pays en matière de développement économique croisent ceux du projet Leader :

-  Favoriser le développement économique performant et équilibré sur le territoire ;
-  Renforcer l'attractivité du Pays auprès des porteurs de projet, des investisseurs et des travailleurs ;



Mutualiser les moyens pour des projets ambitieux ;

Favoriser les solidarités entre les différents espaces du Pays.

La facilitation de l'accès à l'emploi local ainsi que l'accompagnement des acteurs économiques en faveur de la création d'activités assises sur les ressources et spécificités du territoire, mais aussi en faveur de publics fragiles, apparaissent donc comme des objectifs communs à la Charte de Pays et au projet Leader 2014/2020. Le soutien des filières **bois-construction** et **éco-rénovation** par le GAL contribue en outre à la politique d'aménagement urbain déclinée dans le SCoT qui encourage notamment de nouvelles formes urbaines plus denses et plus économes en énergie.

La mise en œuvre d'une **politique touristique** concertée constitue l'axe 3 de la Charte de Pays. Cette politique étant en cours de structuration, Leader retient cette thématique comme l'un des potentiels majeurs de développement économique pour le territoire. Dans son évaluation de la Charte de Pays, le Conseil de développement s'accorde sur le fait que le **tourisme** représente un réel potentiel en matière de création de richesses et d'attractivité. Au vu de certaines orientations du SCoT en faveur de la préservation du patrimoine (bâti, religieux, paysager...), une partie des objectifs touristiques de la Charte trouvera une concrétisation dans les documents d'urbanisme locaux des communes et communautés de communes. Néanmoins, en matière de politique touristique d'ensemble, il conviendra de poursuivre les **partenariats** entre les offices de tourisme du territoire et plus largement entre communautés de communes et professionnels du tourisme (qui devront se traduire par des mises en réseau et la mise en place de formations adaptées). Le développement de **projets touristiques stratégiques** est pointé comme devant constituer une priorité pour les prochaines années : qualification de l'offre touristique (itinérance/randonnée, tourisme fluvial, accueil et services...), soutien à des évènementiels et services porteurs d'une image créative et attractive, communication adaptée.

En bref...



En s'appuyant sur les enjeux mis à jour dans le cadre du SCoT approuvé en 2014 et suite à l'évaluation de la Charte de Pays également réalisée en 2014, la stratégie du GAL apportera son concours pour la mise en œuvre d'orientations communes à ces deux projets stratégiques en faveur d'un développement économique équilibré et équitable, basé sur une image attractive du territoire. Elle est en outre construite pour faciliter l'engagement et la mise en œuvre de **projets innovants**, que ce soit en matière de **gouvernance** ou de **réalisation**.

VI/2 ARTICULATION AVEC LA CHARTE DU PARC NATUREL REGIONAL DES VOSGES DU NORD

La Charte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord a fait l'objet d'une révision actée en 2014. Le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines compte désormais 34 communes du Pays de Bitche dans le périmètre du Parc. Les échanges entre Sycoparc et Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines étant réguliers et collaboratifs, le SCoT de l'arrondissement de Sarreguemines est compatible avec les orientations de cette nouvelle Charte. Il en est de même du projet Leader. En effet, la Charte du Parc, dans sa vocation 2 « **Territoire qui récolte les fruits de son investissement patrimonial** », met l'accent sur le développement d'activités locales basées sur les ressources, savoir-faire et compétences du territoire (économie du bois, activités du bâtiment, de la rénovation, produits du terroir, tourisme...), traduites pour l'essentiel dans le projet Leader du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines.

Soulignons en outre que le Parc a été associé aux travaux d'élaboration de notre projet Leader. Pilote avec le Pays de Saverne Plaine et Plateau de la candidature du futur GAL « Vosges du Nord », il a de son côté associé le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines à ses travaux. Ces échanges ont donné lieu à des bases de coopération qui pourront être développées

par nos deux territoires limitrophes s'ils sont labellisés GAL (voir fiche action « Coopération » du chapitre 3).

VI/3 ARTICULATION AVEC LA POLITIQUE DEPARTEMENTALE

Si le projet Leader ne peut pas être considéré comme une déclinaison directe de la politique départementale, des points de convergence apparaissent à travers le soutien au bilinguisme, aux activités de l'économie sociale et solidaire, au développement des circuits agricoles de proximité et plus particulièrement dans le domaine du développement touristique (randonnée, aide aux investissements des hébergements et communication sur les sites labellisés « Moselle Pleine Nature »).

Leader pourra donc se positionner comme un relais local permettant de conforter certains axes de la politique départementale, et plus particulièrement dans le champ touristique.

Soulignons que la politique départementale est en cours de réaménagement et que de nombreuses interrogations restent à ce jour en suspens. Aussi, au moment de son conventionnement, le GAL du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines examinera les axes départementaux retenus pour les prochaines années afin d'affiner les modalités de partenariat entre GAL et Département sur d'éventuels projets communs.





VI/4 ARTICULATION AVEC LA POLITIQUE REGIONALE

Le projet Leader 2014/2020 fait écho aux orientations de la politique régionale dont l'une des compétences principales relève du **développement économique**. Si le projet Leader n'a pas vocation majeure à venir en soutien direct à la création d'entreprises, il a pour finalité de poser les éléments favorables à l'accès à l'emploi local par la formation notamment. Il a aussi comme objectif de favoriser l'impulsion de nouvelles activités en accord avec les filières stratégiques identifiées par la Région et plus particulièrement les filières « Economie Sociale et Solidaire »,

« Energie et éco-construction », « Forêt-bois », « Métiers d'art », « Agriculture » et « Tourisme ».

VI/5 ARTICULATION AVEC LA CONVENTION INTERREGIONALE DE MASSIF

La politique de Massif couvre la partie Est du territoire concerné. Le Schéma du Massif des Vosges 2020 se décline comme suit :






-  Encourager l'initiative locale et compléter les domaines d'excellence économique, intégrant les enjeux énergétiques et de changement climatique ;
-  Soutenir et développer les activités économiques dépendant de la qualité des ressources naturelles et paysagères de montagne ;
-  Maîtriser l'attractivité du Massif des Vosges ;
-  Faire partager des ambitions et des exigences.

La stratégie de Massif met notamment l'accent sur les **activités agricoles de montagne** et la **filière forêt-bois**. Le **tourisme** constitue également l'un des objectifs majeurs de la politique de Massif : « Développer un tourisme de séjour adapté à la demande du client et s'appuyant sur une image fédératrice, emblématique et attractive ».

La stratégie Leader du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines se veut donc complémentaire de la stratégie du Massif. Elle a en effet vocation à faciliter la création d'activités en posant les jalons de filières existantes et/ou à développer (artisanat, tourisme...) basées sur les ressources et savoir-faire locaux dans un contexte respectueux des objectifs de transition énergétique.

VI/6 ARTICULATION AVEC LES AXES DE DEVELOPPEMENT DE L'ETAT

La future génération de Contrat de Plan 2014/2020 met en exergue cinq thématiques que sont :

-  L'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation ;
-  La couverture du territoire par le très haut débit et le développement des usages du numérique ;
-  **L'innovation, les filières d'avenir et l'usine du futur ;**
-  La mobilité multimodale ;
-  **La transition écologique et énergétique.**

Les axes du projet Leader s'appuient notamment sur les problématiques de développement de nouvelles filières intégrant les objectifs de la transition énergétique et posent l'emploi comme leitmotiv commun au Contrat de Plan.

VI/7 ARTICULATION AVEC LE REGLEMENT EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT RURAL (RDR) ET LE PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL REGIONAL (PDRR)


Comme développé dans la présentation de la stratégie Leader 2014/2020, la priorité ciblée du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines est **multisectorielle** puisqu'elle recouvre plusieurs champs thématiques abordés par les différentes mesures du RDR et du PDRR : filière bois, éco-rénovation, artisanat d'art, tourisme, agriculture, économies d'énergies, économie sociale et solidaire.

Il s'avère en outre que cette **priorité ciblée s'articule avec les six priorités du FEADER.**

En effet, les objectifs de qualification et de mise en réseau des acteurs ainsi que l'accompagnement d'échanges d'expériences rejoignent les axes

des **mesures 1 et 9** respectivement relatives au transfert de connaissances et aux actions d'information et à la mise en place de groupements et d'organisations de producteurs. Le soutien à des investissements visant la transformation et la commercialisation de produits (produits agricoles ou issus de la filière bois notamment) sont également communs au projet Leader et à la **mesure 4**. Les **mesures 5 et 8** (respectivement relatives au développement des exploitations agricoles et des entreprises et aux investissements dans le développement des zones forestières) trouvent également une déclinaison dans notre projet Leader, qui se veut accompagnateur de nouvelles initiatives et activités économiques rurales. La **mesure 7** relative aux services de base et à la rénovation des villages dans les zones rurales trouve une traduction transversale dans notre projet Leader notamment à travers les fiches action 2 et 3 relatives au développement de nouvelles activités et filières et à une mise en tourisme de produits issus de nos ressources et savoir-faire locaux. Enfin conformément à les **mesures 16 et 19**, le projet Leader du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines comporte un volet « coopération » traduit par des échanges et collaborations déjà engagés avec des territoires limitrophes ou mosellans à ce jour ainsi qu'un volet dédié à l'animation et à la gestion du GAL.

En bref...

-  Le projet Leader du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines doit être perçu comme un **levier** pour la mise en œuvre d'une **stratégie locale issue d'un projet de territoire concerté** en complémentarité des politiques impactant le territoire.

CHAPITRE 2 / LE PROCESSUS D'IMPLICATION DES ACTEURS

VII LES PARTENARIATS AU MOMENT DE L'ELABORATION DE LA CANDIDATURE

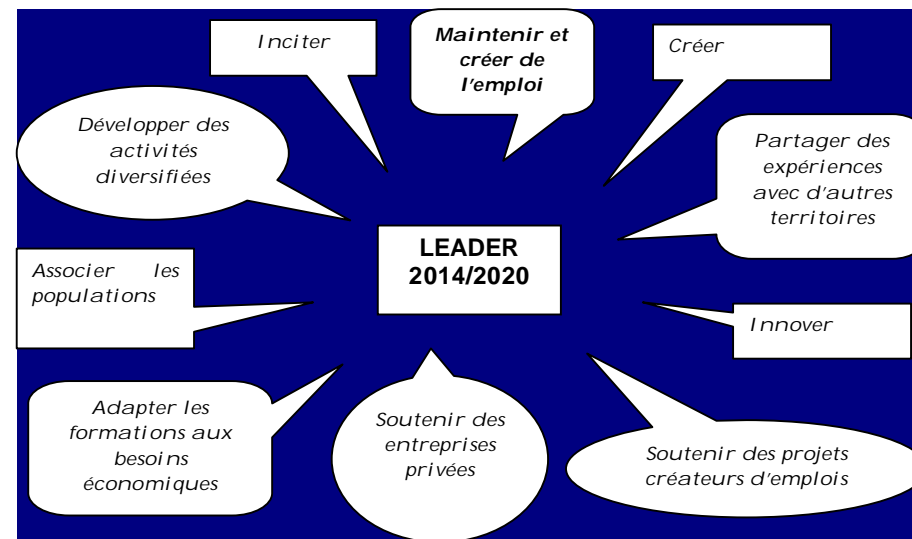
Dans un premier temps, une évaluation auprès des membres du **Comité de programmation** Leader 2007/2013 et des maîtres d'ouvrage bénéficiaires du programme a permis de relever des points positifs et négatifs concernant l'implication des acteurs. Des **défauts d'information et d'association d'acteurs privés** ont notamment été soulevés. La très **faible part des bénéficiaires privés et professionnels** dans le cadre du programme 2007/2014 a également été regrettée.

Une première série de rendez-vous a été menée avec des **« spécialistes »** (voir liste en annexe III) dans plusieurs thématiques identifiées comme porteuses pour le territoire, à savoir : le tourisme, l'économie sociale et solidaire, la transition énergétique, l'artisanat (artisanat d'art, éco-rénovation, filière bois).

Ces rendez-vous ont permis de rassembler des éléments de **diagnostic** à jour, basés sur les stratégies et projets récemment aboutis et partagés (la liste des sources utilisées pour la mise à jour du diagnostic est jointe en annexe IV), de préciser une **méthodologie** pour la phase d'analyse « AFOM » (Atouts/Faiblesses/Opportunités/Menaces) et la **définition des enjeux** du projet Leader. Avec leur concours, le GAL a enfin pu construire des bases de **contacts** élargis à associer aux travaux engagés.

En parallèle, le **Conseil de développement** a été mobilisé pour effectuer l'évaluation de la Charte de Pays approuvée en 2004 et par là même souligner les enjeux et les attentes d'un éventuel futur programme Leader 2014/2020.

Paroles d'acteurs



Extrait des réunions d'évaluation de la Charte de Pays (décembre 2014)

Dans un second temps, plusieurs séries de réunions et de rencontres associant un large panel d'acteurs mais aussi des élus et habitants ont été organisées dans le but de :

- Les **informer** sur le programme Leader ;
- Les **associer** à l'élaboration de la candidature Leader 2014/2020 ;
- S'appuyer sur eux pour **relayer** les informations relatives au programme Leader 2014/2020 afin de cibler de futurs porteurs de projet (si la candidature est retenue).

Trois ateliers de concertation largement ouverts ont été proposés sur les thèmes :

Du **tourisme**, le 22 janvier 2015. Y ont été conviés les partenaires et professionnels du tourisme identifiés avec l'appui des offices de tourisme du territoire (sites, musées, hébergeurs, restaurateurs...).

De **l'économie sociale et solidaire**, le 26 février 2015. Y ont été conviés les partenaires et professionnels de l'économie sociale et solidaire identifiés avec l'appui de la Chambre Régionale de l'Economie Sociale et Solidaire (CRESS) (CCAS, associations intermédiaires et d'insertion...).

De la **transition énergétique**, le 7 avril 2015. Y ont été conviés les partenaires et professionnels de l'économie sociale et solidaire identifiés avec l'appui du Conseiller Info Energie (institutionnels, collectivités, artisans, professionnels de l'éco-rénovation et des énergies...).

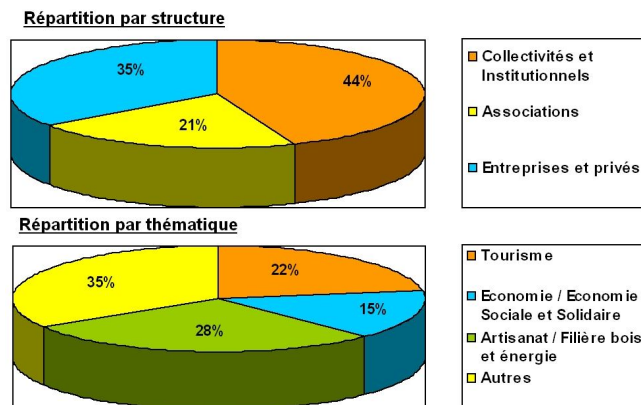
En parallèle, afin de mobiliser les entreprises et plus particulièrement les **artisans**, des **réunions de concertation plus restreintes** leur ont été proposées sur des thèmes plus ciblés :

Artisanat d'art, le 25 septembre 2014 et le 27 mars 2015.

Eco-rénovation, le 11 décembre 2014.

Filière bois, le 26 mars 2015.

Les schémas suivants illustrent les typologies de participants ayant participé à ces réunions de concertation.



La liste détaillée des personnes associées à ces travaux compose l'annexe V du présent dossier.

Un **questionnaire** portant sur les éléments de diagnostic et d'enjeux était proposé aux invités en amont de chaque réunion. Ce questionnaire, adapté à chaque thématique, a permis d'affiner le **diagnostic** du projet Leader. *La trame du questionnaire est présentée en annexe VI.*

Pour chaque atelier et réunion de concertation, une présentation du programme Leader et du contexte de préparation de la candidature 2014/2020 était faite. Après quoi, une présentation du contexte lié à la thématique traitée ou une mise en perspective de la thématique donnée (**intervention d'experts**) était ouverte au débat.

La réunion était ensuite consacrée à un temps de travail avec l'appui de **méthodes d'animation adaptées au public ciblé et visant à favoriser l'expression de chacun** tout en facilitant **l'écoute mutuelle** : définition d'un arbre des possibles inspiré de la méthode Metaplan (illustrations ci-dessous) dans le cadre des ateliers de concertation thématiques ; débat ouvert au cours des réunions de concertation restreintes destinées aux artisans.



Ces ateliers et réunions de concertation ont ainsi permis de **prioriser des enjeux illustrés par des exemples de projets** répondant aux questions :

- ❖ Quoi ? (quel projet ?)
- ❖ Qui ? (quel porteur de projet ?)
- ❖ Pour qui ? (quel public bénéficiaire ?)

Cette approche « projet » a facilité l'implication des participants et a permis d'apporter une dimension plus concrète à la démarche d'élaboration du projet Leader pour le territoire.

Les synthèses de ces ateliers et réunions de concertation sont jointes en annexe VII du présent dossier.

Les **enjeux prioritaires** de chacune des thématiques traitées ont ensuite été **croisés** pour définir la **priorité ciblée** de notre projet, elle-même déclinée en stratégie. Les axes de développement retenus dans cette stratégie ont vocation à valoriser la **plus-value** que pourrait apporter



Leader à notre territoire, notamment en matière d'impacts économiques. Ces axes de développement sont traduits en objectifs stratégiques puis en fiches action (*voir le plan de développement au chapitre 3*).

En avril 2015, la trame de la stratégie Leader 2014/2020 a été soumise pour échanges aux instances liées au Pays, à savoir le Comité syndical du SMAS, le bureau du Conseil de développement et le Comité de programmation Leader. En parallèle, les fiches action et le plan de financement ont été réfléchis avec le concours des « spécialistes » à même de nous indiquer les co-financements possibles, mais aussi des partenaires co-financeurs potentiels.

Au vu des travaux de collecte de données et de concertation menés depuis 2014, la rédaction du dossier Leader 2014/2020 a été réalisée en régie par l'équipe du SMAS et a été soumise à discussion lors d'un Comité de pilotage le 18 mai 2015. Ce Comité de pilotage associait les membres du Comité de programmation Leader 2007/2013 volontaires et les « spécialistes » impliqués dans la démarche d'élaboration du projet.

La composition du Comité de pilotage Leader est jointe en annexe VIII.

Au vu des lacunes de **communication** soulevées lors de l'évaluation du programme 2007/2013, soulignons que dès le mois de décembre 2014, le GAL a communiqué auprès de ses communes et EPCI mais aussi de la presse locale (TV, presse écrite) afin d'assurer un **relais régulier auprès des habitants sur le programme Leader** et sur notre démarche d'élaboration d'une candidature pour la période 2014/2020. L'objectif était de permettre à tout à chacun de participer à nos travaux en assistant aux ateliers et réunions de concertation ou en nous faisant part d'observations par tout moyen (entretien, courrier...).

Le calendrier des réunions dédiées à l'élaboration du projet Leader 2014/2020 ainsi qu'un extrait de la revue de presse sont présentés en annexe IX et X du présent dossier.

Enfin, des **projets de coopération** ont été initiés sur le programme Leader 2007/2013. Une connaissance mutuelle et des échanges d'expériences avec le GAL de Bliesgau (Allemagne) ont ainsi pu être engagés. En outre, des projets de coopération avec le **GAL Moselle Sud** ont donné lieu à des réalisations concrètes dans le domaine des circuits de proximité et de la valorisation des produits locaux mais aussi dans le domaine de la culture.

Le Pays de l'arrondissement de Sarreguemines, s'il est labellisé GAL Leader pour la période 2014/2020, poursuivra ces partenariats et fera en sorte qu'ils donnent lieu à des réalisations communes. A cet effet, les échanges du territoire avec le **GAL de Bliesgau** (Sarre/ Allemagne) ont donné lieu à deux réunions de travail en septembre 2014 et mai 2015. *Les comptes-rendus de ces réunions sont joints à l'annexe VII du présent dossier.*




Des contacts étroits sont également pris avec le **Pays de Saverne Plaine et Plateau** (Alsace) visant à développer des projets en lien avec le Parc Naturel des Vosges du Nord sur les problématiques de la filière bois et de l'éco-rénovation notamment. Des échanges réguliers entre les deux territoires candidats (GAL du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines

et GAL des Vosges du Nord) ont été organisés dans le cadre de l'élaboration de leur projet Leader 2014/2020 respectif.

Le calendrier des réunions de travail ainsi que la fiche action « Coopération » du présent dossier apportent des précisions sur ces partenariats engagés.

En fonction des opportunités, tout projet de coopération pourra être étudié avec des territoires européens.

En bref...	
<p> Evaluation finale du programme Leader 2007/2013. Evaluation de la Charte de Pays avec les membres du Conseil de développement.</p> <p> Définition d'une méthodologie d'élaboration de la candidature et d'association des acteurs (élaboration de listings) avec des « spécialistes » pour chaque thématique pressentie.</p> <p> Elaboration de l'état des lieux sur la base des travaux récents réalisés sur le territoire (SCoT, études...).</p> <p> Association élargie d'acteurs (publics ET privés) et habitants autour des thématiques proposées afin d'acter des éléments de diagnostic/AFOM, enjeux et propositions de projets.</p> <p> questionnaires préalables aux réunions de travail par voie écrite (adaptés aux publics ciblés).</p> <p> ateliers et réunions de concertation thématiques.</p> <p> Proposition pour débat du diagnostic et des orientations de la stratégie élaborée sur la base des travaux de concertation au Comité syndical du SMAS, au bureau du Conseil de développement et au</p>	<p>Communication continue sur le programme et la procédure d'élaboration du projet 2014/2020 auprès du grand public de novembre 2014 à mai 2015.</p> <p> articles et reportages via la presse écrite et les TV locales.</p> <p>Echanges réguliers avec les GAL partenaires (Vosges du Nord, Bliesgau, Moselle Sud).</p>

Comité de programmation Leader.	
 Elaboration des fiches actions et de la maquette financière en concertation avec les « spécialistes » et les partenaires institutionnels et financiers .	
 Validation du dossier par le Comité de pilotage Leader.	
 Finalisation de la rédaction du dossier de candidature (prise en compte des ajustements attendus par le Comité de pilotage), mise en page et reproduction par l'équipe du Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines.	

VIII LES MODALITES ENVISAGEES POUR LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PROJET

Comme pour le GAL Leader 2007/2014, le Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines sera le support administratif du Groupe d'Action Locale si la candidature du territoire est retenue dans le cadre de l'appel à projet régional.

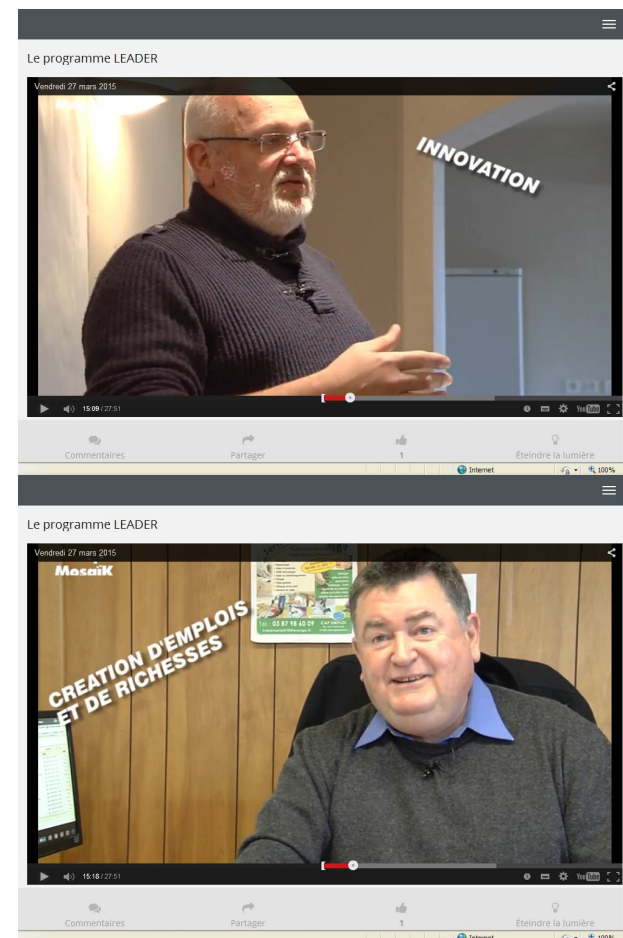
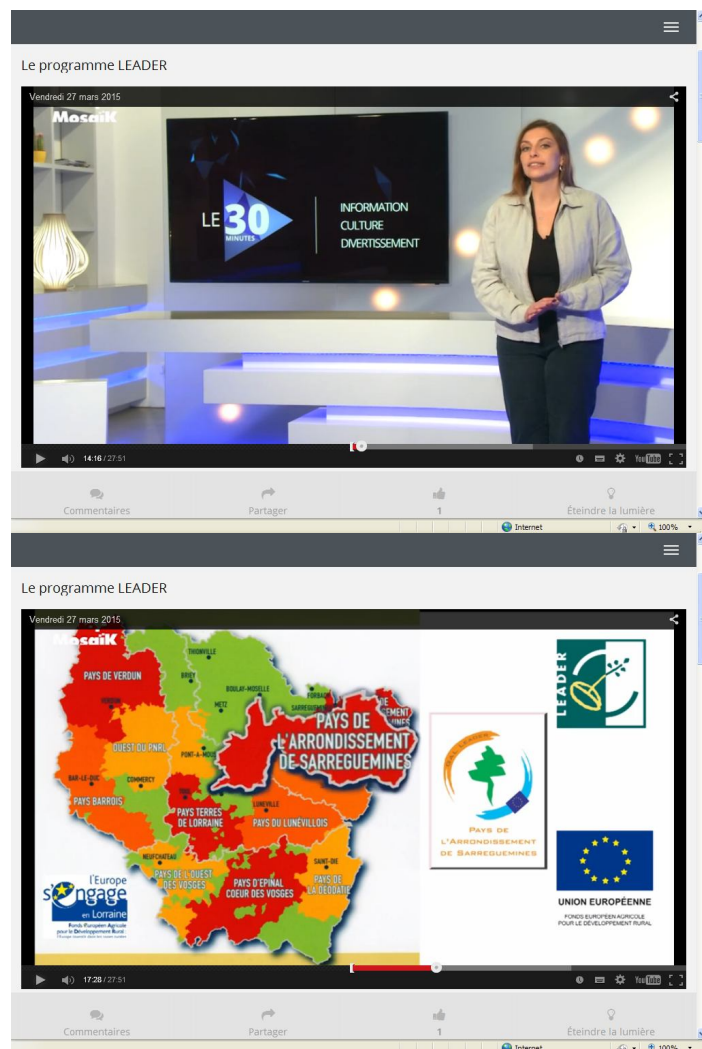
Un Comité de programmation mixte public-privé sera renouvelé afin de s'assurer de la mise en œuvre de la stratégie LEADER. La procédure mise en œuvre au cours de la période 2007/2013 ayant été jugée satisfaisante et positive suite à l'évaluation finale du programme Leader du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines. Elle sera donc

VIII/1 COMMUNICATION SUR LE PROGRAMME

Au cours des travaux d'élaboration de la candidature au programme Leader 2014/2020, une **concertation élargie** a été mise en œuvre afin de sensibiliser et de mobiliser un large public. L'objectif de cette concertation était notamment d'informer en amont de potentiels porteurs de projet privés de l'existence et du fonctionnement du GAL Leader.

En parallèle, une **communication basée sur le bilan du programme Leader 2007/2013 et sur la procédure d'élaboration du programme 2014/2020** a été engagée dès le début de l'année 2015 via les **médias locaux** (presse écrite, télévision locale) afin de sensibiliser les habitants du territoire à la démarche engagée. Un **magazine TV** sur le bilan du programme Leader 2007/2013 et sur les perspectives du projet Leader 2014/2020 a également été commandé par le Pays et a fait l'objet d'une diffusion sur la télévision locale fin mars 2015. Si le territoire est labellisé GAL pour la période 2014/2020, ce film servira de support de communication dans le cadre de ses futures **réunions de sensibilisation et d'information à destination des acteurs du territoire et potentiels porteurs de projet**.

Ci-après quelques extraits de ce magazine dont *une copie est jointe en annexe du présent dossier sous format CDRom.*



La communication via les médias locaux sera poursuivie. Des **plaquettes d'information vulgarisées** seront également éditées et déposées dans les mairies, sièges de fédération...

Le **site Internet** du Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines sera mis à jour avec une section entièrement consacrée à la programmation Leader 2014/2020. Les informations qui y seront portées resteront succinctes et vulgarisées afin que les porteurs de projet éventuels

s'adressent à l'animatrice du GAL au plus tôt dans le cadre de ses démarches.

La **charte graphique** employée pour le présent dossier sera développée dans l'ensemble des futurs supports de communication du programme Leader et du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines afin de développer une image commune liée au territoire.

VIII/2 LA RENCONTRE DES PORTEURS DE PROJET

Toute question ou sollicitation émise par un porteur de projet sur le programme Leader donnera lieu à une **rencontre** physique avec l'animatrice du GAL, voire son Président a minima. Il s'agira en effet au cours de cette première rencontre **« d'acculturer » le porteur du projet** sur l'esprit Leader. Le programme Leader ne devant pas être perçu comme une « simple » possibilité de subvention supplémentaire, la trame du projet proposé sera analysée et discutée avec l'animatrice du GAL.

Comme pour le programme 2007/2013, tout projet faisant l'objet d'une demande officielle (sous la forme d'un courrier ou d'une ébauche de dossier) sera systématiquement soumis pour information auprès des membres du Comité de programmation. Les observations émises par ses membres seront relayées auprès du porteur de projet.

VIII/3 L'ETUDE DES PROJETS

Comme cela s'est passé pour le programme Leader 2007/2013, afin d'étudier chaque dossier au regard de la stratégie Leader, une **note de présentation synthétique** ainsi qu'une **grille d'analyse du projet** complétées par la cellule technique du GAL seront soumises aux membres du Comité de programmation en amont de chaque réunion, avec l'invitation.

A la suite de quoi, il sera proposé aux **membres du Comité de programmation de rencontrer chaque porteur de projet** sollicitant une

intervention du FEADER dans le cadre de Leader 2014/2020 au cours de ses réunions. Cette rencontre du porteur de projet avec les membres du Comité de programmation permettra un échange direct et une meilleure compréhension du projet par ces derniers.

Cet échange donnera lieu dans un premier temps à un **« avis d'opportunité »** pouvant être assorti de recommandations ou d'observations à l'égard du porteur de projet. Un avis d'opportunité favorable permettra au porteur de projet de poursuivre le montage de son projet et de son dossier Leader.

Une fois le dossier complet et instruit règlementairement par le service instructeur, le dossier sera dans un deuxième temps proposé aux membres du Comité de programmation pour **« programmation »**.

Ce fonctionnement adopté par le Comité de programmation 2007/2013 a fait l'objet d'une large satisfaction de la part aussi bien des membres du Comité que des porteurs de projet. Le principe de son renouvellement a donc été acté en Comité de programmation le 22 avril 2015 et validé en Comité de pilotage le 18 mai 2015.

VIII/4 ECHANGES AVEC LES CO-FINANCEURS

Afin de conserver une certaine souplesse de fonctionnement et d'initiative au Comité de programmation, il ne sera pas installé de Comité technique systématique. En revanche, à l'image du programme 2007/2013, les **co-financeurs seront régulièrement sollicités et associés** à l'analyse des dossiers proposés au GAL. Quand cela s'avèrera utile, ils seront conviés aux séances du Comité de programmation. En outre, en fonction du montage et de la complexité des projets, le GAL proposera des tours de table des co-financeurs aux porteurs de projet.

VIII/5 LE CHOIX DES DOSSIERS

Comme indiqué dans le paragraphe « Etude des projets », afin de « mesurer » la plus-value des projets présentés dans le cadre du programme Leader, une grille d'analyse multicritères sera utilisée par le GAL. Elle permettra de **mesurer l'effet levier de Leader sur les projets**, ainsi que leur prise en compte des enjeux de développement durable notamment. Cette analyse sera portée à la connaissance du Comité de programmation en complément de la note synthétique du projet.

Les éléments de cette grille d'analyse sont présentés ci-après.

		Non	Peu probable	Vrai-semblable	Oui
Plus-value/effet levier du projet pour le territoire	Respect des priorités de la charte de Pays et accord avec les orientations du SCoT				
	Respect des priorités de la stratégie LEADER				
	Impact géographique/partenaires impliqués				
	Création d'emploi - direct - indirect - induit				
	Création de richesses/d'activités				
Impact environnemental					
Impact social					
Caractère innovant du projet	Gouvernance				
	Partenariat				
	Objet du projet				

Cet outil constitue une nouveauté par rapport au fonctionnement du Comité de programmation 2007/2013. Le principe de son utilisation a été acté en Comité de programmation le 22 avril 2015 (qui a proposé des ajustements à son contenu) et validé en Comité de pilotage le 18 mai 2015. Il est attendu que cet outil facilite la hiérarchisation et le choix des dossiers en accord avec la stratégie Leader retenue. Il pourra le cas échéant être assorti de « points » qui permettront de pondérer la subvention Leader en fonction du nombre de points obtenus.

VIII/6 LA COMPOSITION ET LES MODALITES D'ORGANISATION DU COMITE DE PROGRAMMATION

Suite aux élections municipales et communautaires de 2014, le collège public du Comité de programmation a été renouvelé. Il en a été de même pour certains membres du collège privé siégeant au titre d'une association ayant renouvelé son conseil d'administration par exemple.


Des séances d'information sur les principes de Leader et sur le fonctionnement du GAL ont été proposées à ces nouveaux membres courant 2014. La nouvelle composition du Comité de programmation 2007/2013 a en outre été associée aux réflexions du projet Leader 2014/2020 dès la fin de l'année 2014. Ses membres ont composé, avec les « spécialistes », le Comité de pilotage de ces travaux d'élaboration.


Au vu de l'implication de la plupart des membres du Comité de programmation et de leur niveau de connaissance et de compréhension des principes de Leader mais aussi des orientations du projet 2014/2020, il leur a donc été proposé de poursuivre leur participation pour le nouveau programme. A cet effet, un courrier leur a été adressé en mars 2015 pour connaître leur souhait de répondre favorablement ou non à cette proposition. La **reconduction d'une majeure partie des membres du Comité de programmation 2007/2013** devrait permettre une meilleure **continuité dans le fonctionnement du nouveau programme**. En parallèle, au cours des travaux d'élaboration, certaines personnes se sont portées

candidates pour siéger au Comité de programmation 2014/2020 au sein du **collège privé**.

La liste des volontaires pour siéger au Comité de programmation du GAL 2014/2020 a été portée à la connaissance du Comité de programmation 2007/2013 le 22 avril pour discussion puis auprès du Comité de pilotage le 18 mai 2015. A cette occasion, la composition du nouveau Comité de programmation a été actée en accord avec le contenu de la stratégie Leader et dans un souci de **représentativité géographique et des thématiques du programme**.

Le Comité de programmation sera composé de **33 membres** (contre 29 pour la période 2007/2013) dont plus de **57% issus du collège privé** (contre 51% pour la période 2007/2013).

 **Le collège public est composé de 14 élus politiques**, représentatifs de l'ensemble du territoire et en mesure de relayer les informations relatives au programme Leader auprès des communes, communautés de communes mais aussi associations du territoire.

 **Le collège privé quant à lui a été renforcé en nombre** par rapport au GAL 2007/2013 et est composé de **19 acteurs socio-professionnels et associatifs** représentatifs des thématiques couvertes par la stratégie Leader 2014/2020. Au-delà de leur **analyse** des projets qui seront soumis au GAL, il est attendu de ces acteurs qu'ils **relaient** auprès de leurs fédérations, mouvements et adhérents les informations utiles sur le programme Leader permettant de **mobiliser davantage d'entreprises et d'associatifs** pour la mise en œuvre de la stratégie Leader 2014/2020. Soulignons enfin que le collège privé se compose de plusieurs membres du bureau du Conseil de développement en charge des commissions thématiques « économie », « tourisme », « services ». Le relais d'information sur le programme Leader pourra donc être également largement porté par les membres de ces commissions, qui bénéficient d'une bonne connaissance des réseaux associatifs et professionnels locaux.

Ci-après la composition du Comité de programmation du GAL 2014/2020 telle que validée en Comité de pilotage Leader.

Collège public = élus (Reconduction des membres du Comité de programmation 2007/2013)		
Titulaires	Suppléants	Instance représentée
M. Roland ROTH	M. Jacques SENDRAS	Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences
M. Jean-Claude KRATZ	M. Jean-Luc LUTZ	Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences
M. Jean KARMANN	M. Philippe LEGATO	Communauté d'Agglomération Sarreguemines Confluences
M. Marcel VOGEL	Mme Marie-Agnès PHILIPPON	Communauté de Communes du Pays de Bitche
M. Serge WEIL	M. Henri STAUDER	Communauté de Communes du Pays de Bitche
M. Christian SCHWALBACH	M. Guillaume KRAUSE	Communauté de Communes du Pays de Bitche
M. Norbert DOR	M. Christian MARTINE	Communauté de Communes de Rohrbach-lès-Bitche
M. Vincent SEITLINGER	M. Christian DIENER	Communauté de Communes de Rohrbach-lès-Bitche
M. Guilain ENGRAND	M. Laurent SCHRUB	Communauté de Communes de Rohrbach-lès-Bitche
M. René POTIER	M. Jean-Luc NEUMANN	Communauté de Communes de l'Albe et Lacs
M. Claude DECKER	Mme Sonia BOUR-BUR	Communauté de Communes de l'Albe et Lacs
M. Bernard CLAVE	M. Armand GILLET	Communauté de Communes de l'Albe et Lacs
M. Michaël WEBER	M. Jean-François KRAF	Sycoparc
M. Céleste LETT	M. Alex STAUB	Arrondissement

Collège privé = socio-professionnels et associatifs		
Titulaires	Suppléants	Thématiques/compétences représentées
M. ALLMANG Président du Conseil de développement et du GAL 2007/2013. <i>Reconduction</i>	M. MULLER Conseil de développement. <i>Reconduction</i>	Conseil de développement
M. KIEFFER, Fédération Culture et Liberté/Artopie ; Vice-Président du Conseil de développement. <i>Reconduction (anciennement suppléant)</i>	M. KIHLE Vice-Président du Conseil de développement. <i>Nouveau candidat</i>	Conseil de développement Commission « tourisme » + « économie »
Mme HILPERT Caisse Primaire d'Assurance Maladie ; Vice-Présidente du Conseil de développement. <i>Reconduction</i>	A définir.	Conseil de développement Commission « services personnes âgées »
M. HENRY FCPE. <i>Reconduction</i>	M. ESTEVE FCPE. <i>Reconduction</i>	Conseil de développement Commission « services jeunesse »
Mme GANGLOFF Directrice de l'Office de Tourisme du Pays de Bitche. <i>Nouveau candidat</i>	Mme DESCOURVIERES Responsable « promotion communication » de l'Office de Tourisme du Pays de Bitche. <i>Reconduction (anciennement suppléante collège public)</i>	Office de tourisme Pays de Bitche
M. NEISS Président de l'OT de Sarreguemines. <i>Reconduction</i>	Mme BERNER Directrice de l'OT de Sarreguemines. <i>Reconduction</i>	Office de tourisme Sarreguemines Confluences

M. HAUS Président du Club Nautique L'Eau Reine. <i>Nouveau candidat</i>	M. MALLICK Vice-Président du Club Nautique L'Eau Reine. <i>Nouveau candidat</i>	Opérateur/Tourisme fluvial Albe et Lacs/Sarreguemines
M. CHRISTMANN Gestionnaire de Camping à Rémering-lès-Puttelange. <i>Nouveau candidat</i>	M. SEBASTIEN Gérant chef de cuisine à Grosbliedersstroff. <i>Nouveau candidat</i>	Opérateur/Hébergement de plein air/ Restaurateur Albe et Lacs/Sarreguemines
M. FILLIUNG Association du Club Vosgien de Sarreguemines, secrétaire adjoint et délégué « nature et environnement ». <i>Reconduction (anciennement suppléant)</i>	M. EBERST, Président du Club Vosgien de Sarreguemines. <i>Nouveau candidat</i>	Tourisme/randonnée/Environnement Sarreguemines
M. FERSTLER Président du Club Vosgien de Lemberg (randonnée / hébergement de groupe) ; association St Vincent de Paul. <i>Nouveau candidat</i>	A définir.	Tourisme/randonnée/Hébergement de groupe/ESS Pays de Bitche
M. SCHALLHAMMER, Association District I du Club Vosgien (randonnée Pays). <i>Nouveau candidat</i>	A définir.	Patrimoine/Environnement-nature
M. DEGEN Directeur de l'Association Intermédiaire Cap Emploi. <i>Reconduction</i>	Mme MALLICK Vice-Présidente de Cap Emploi. <i>Reconduction</i>	Economie Sociale et Solidaire Pays
M. LOTZ Directeur général GCMS 3S. ESS « travailleurs handicapés ». <i>Reconduction</i>	M. JUILLES-BARAUD Directeur « pôle insertion par le travail ». GCMS 3S. ESS « travailleurs handicapés ». <i>Nouveau candidat</i>	Economie Sociale et Solidaire Pays





M. BETTING Foyers ruraux de Moselle. <i>Reconduction</i>	M. LEGER Animateur socio-culturel. Plateforme interassociative, fédération des foyers ruraux. <i>Reconduction</i>	Animation sociale et culturelle Pays
M. BORSENBARGER Agriculteur biologique. <i>Reconduction</i> <i>(anciennement suppléant)</i>	Mme ROCH Commerciale sur l'exploitation agricole EARL de l'Albe. <i>Nouveau candidat</i>	Agriculture/Circuits de proximité Pays de Bitche/Albe et Lacs
M. SUCK Président de l'AMEM. <i>Reconduction</i>	M. SCHAFF Trésorier de l'AMEM. <i>Nouveau candidat</i>	Agriculture/Circuits de proximité/Environnem ent Pays de Bitche
M. STAB, Thermicien et économiste de la construction. Dirigeant de l'entreprise BatX'pert. <i>Nouveau candidat</i>	M. SCHEH, Géomètre et diagnostiqueur immobilier. <i>Nouveau candidat</i>	Eco- construction/rénovati on/ Energie Pays de Bitche
M. PFIRSCH Entreprise Pfirsch Menuiserie. <i>Nouveau candidat</i>	A définir.	Eco- construction/rénovati on/ Artisanat d'art Sarreguemines
Artisan d'art	A définir.	Artisanat d'art

La composition définitive du Comité de programmation sera complétée et actée au moment du conventionnement du GAL si cette candidature est retenue.

Le Comité de programmation, conformément au programme 2007/2013, sera régi par un *règlement intérieur dont le projet est joint en annexe 11 du présent dossier*. La fréquence des réunions du Comité de programmation sera fonction des projets à traiter mais est estimée à une réunion tous les deux mois en moyenne. Les prises de décision se feront dans le respect de la règle du double quorum. Ce rythme relativement soutenu permettra ainsi aux membres du Comité de programmation de prendre connaissance des projets au plus tôt et si possible avant leur réalisation. Il aura également l'avantage d'informer les porteurs de projets des orientations à prendre au plus tôt dans le montage de leur projet.

Enfin, le GAL se réserve la possibilité **d'associer des « spécialistes », experts ou partenaires institutionnels** pour l'analyse de certains dossiers et les évaluations du programme.

En bref...

-  Une **communication élargie et renforcée** dès la préparation de la candidature Leader 2014/2020.
-  Un **soutien** et une **assistance** du GAL accrus auprès des porteurs de projet et plus particulièrement des acteurs privés.
-  La **part des privés renforcée** dans le Comité de programmation.
-  Une **continuité de fonctionnement** du GAL (Comité de programmation et équipe technique) pour une meilleure efficacité.
Une souplesse de fonctionnement et un **échange direct** entre porteurs de projet et Comité de programmation.

CHAPITRE 3 / LE PLAN DE DEVELOPPEMENT ET LA MAQUETTE FINANCIERE

FICHE ACTION 1 / FACILITER L'ACCES LOCAL A LA FORMATION ET A L'EMPLOI

DESCRIPTION :

- Objectifs stratégiques
 - Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
 - Développer l'attractivité économique du Pays.
 - Retenir et attirer les jeunes sur le territoire.
 - Maintenir et développer l'activité et les emplois locaux.
 - Maintenir et renforcer la diversité des activités locales.
 - Améliorer la qualification des acteurs et la qualité des prestations.
 - Préserver et valoriser les savoir-faire du territoire.
 - Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des acteurs et moyens.
- Objectifs opérationnels
 - Faciliter la mise en concordance de l'offre et de la demande d'emplois locaux.
 - Anticiper les besoins de qualification et de main d'œuvre des entreprises.
 - Lever les freins locaux à l'accès à la formation et à l'emploi (mobilité...).
 - Qualifier les acteurs économiques du territoire.
 - Accompagner la création de nouvelles activités adaptées aux besoins locaux.

- Soutenir les activités locales et contribuer à la durabilité des secteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, du tourisme et de l'artisanat.
- Soutenir des projets à forte valeur sociale et environnementale.
- Fédérer et former les acteurs pour une promotion efficace du territoire.

- Contribution de la fiche aux objectifs

Les enjeux **d'adéquation de l'offre et de la demande locale** en matière économique ont été mis en évidence dans le cadre de tous les ateliers et réunions de concertation proposés au cours des derniers mois.

En préalable, ont fréquemment été soulevées les difficultés à **maintenir les jeunes** sur le territoire en raison notamment d'un **manque de connaissance des compétences attendues** sur le marché économique local mais également du fait d'un **défait d'adaptation de leur formation** et de leur niveau de qualification aux attentes des entreprises locales. L'affaiblissement du **bilinguisme** est l'une des lacunes soulevées par les employeurs potentiels. S'y ajoutent des **difficultés logistiques de mobilité et d'hébergement** pour ces publics jeunes mais aussi plus largement pour des populations précaires en recherche d'emploi.

Le projet Leader 2014/2020 du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines a donc vocation à soutenir les structures accompagnatrices de ces publics pour pallier pour partie ces manquements.

En second lieu, dans l'ensemble des thématiques abordées au cours des travaux de concertation, le **manque de connaissance mutuelle des acteurs économiques** du territoire, leurs difficultés à ouvrir leurs **perspectives de marché** et à **s'adapter à l'évolution de la demande** ont été mises en évidence. Pour y répondre, la présente fiche a donc vocation à favoriser les échanges et la connaissance des acteurs économiques du territoire, à croiser les secteurs économiques qui présentent souvent des problématiques communes et à faciliter l'adaptation de l'offre locale en proposant des formations adaptées aux

professionnels du territoire. Cette ouverture attendue des professionnels du territoire l'est particulièrement dans les secteurs liés à l'**artisanat** et au **tourisme**, en accord avec les objectifs de la **transition énergétique** et les principes de **l'économie sociale et solidaire**. La mise en réseau des acteurs économiques et leur qualification a pour but de proposer des prestations à forte valeur ajoutée sur lesquelles il conviendra en outre de **communiquer auprès des habitants**. Ce que prévoit également cette fiche.

- Effets attendus sur le territoire
 - Augmentation de la part des habitants à des emplois locaux ou de proximité.
 - Création d'activités et d'emplois locaux.
 - Diversification des activités locales.
 - Transmission de savoir-faire et compétences locaux (dont bilinguisme).
 - Meilleure connaissance des potentiels de développement économique du territoire.

TYPE DE SOUTIEN (subvention, aide forfaitaire, avances autorisées...) :

Subvention en accord avec l'intensité de l'aide fixée.

Acomptes autorisés au prorata :

- des justificatifs de réalisation partielle de l'opération,
- des montants de subvention versés par les co-financeurs publics,
- sous réserve d'un acompte FEADER minimum de 5 000 €.

LIEN AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS (articulation prévue avec autres fonds et politiques) :

Leader sera complémentaire des mesures 1 et 9 du PDRR en matière d'information et de mise en réseau d'acteurs. Il le sera également par rapport aux politiques d'aide à la mobilité et à l'hébergement de la jeunesse mais aussi de formation régionales et par rapport aux priorités départementales (bilinguisme, aides à l'insertion...).

Comme exposé dans le chapitre 1/ « Les liens entre stratégie du GAL et les stratégies locales, régionales et nationales », Leader est enfin conçu comme un levier au service des objectifs de la Charte de Pays et plus particulièrement, pour la présente fiche, aux axes « Développement économique au service de l'emploi » et « Déplacements adaptés aux besoins de ceux qui vivent et travaillent ».

Une attention particulière sera portée par le GAL en matière de non cumul avec d'autres fonds européens.

BENEFICIAIRES VISES :

Entreprises et groupements d'entreprises

Organisations et syndicats professionnels

Associations

Collectivités ou assimilées (intercommunalités, SMAS, PNR, ...)

Etablissements publics

Chambres consulaires

Organismes de formation (publics ou privés)

Structures d'Insertion par l'Activité Economique – SIAE (SCIC, SCOP, CAE, associations intermédiaires, entreprises temporaires de travail d'insertion, ateliers et chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, régies de quartier et de territoire, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification...)

DEPENSES ELIGIBLES :

- Aide à la **mobilité** et à l'**hébergement** permettant l'accès à la formation et/ou à l'emploi des publics fragiles (jeunes, stagiaires, apprentis, demandeurs d'emplois, travailleurs précaires, travailleurs handicapés...).
- **Soutien** à la **mise en réseau** et à la **formation** et des acteurs.
 - Organisation d'opérations de **formation et/ou information** à destination des **acteurs** du territoire ou des habitants.
 - **Echanges d'expériences et de bonnes pratiques.**
 - **Inventaire des ressources et compétences.**

- **Ingénierie et communication** liées à ces opérations.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Le maître d'ouvrage doit présenter les capacités financières et humaines pour porter le projet présenté et respecter les règles de minimis.

CRITERES DE SELECTION :

Les dossiers proposés doivent répondre à une démarche structurée et à un projet d'ensemble.

Les projets doivent être réalisés au profit du territoire (dans son ensemble ou partiellement).

Les projets doivent s'inscrire dans une stratégie territoriale (Charte de Pays, projet communautaire...) ou une dynamique thématique ou de filière.

Le soutien à la reconduction d'un même projet est exclu.

Les frais de fonctionnement courant (dont ingénierie) des structures et les travaux de mise aux normes sont exclus.

Les frais d'ingénierie ne sont aidés que :

- s'il s'agit de création de poste, sur une durée de 2 ans à taux plein maximum + 1 an à 50% ;
- s'ils concernent l'emploi de travailleurs précaires, en insertion ou sans qualification ;

La valorisation du bénévolat est possible selon conditions. (cf art 15 du décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses + art 69.1 point e du règlement 1303 relatif aux contributions en nature).

Les frais d'acquisition de matériel ou mobilier ne seront aidés que s'il s'agit de matériel ou mobilier neuf.

Dans le cas où l'opération génère des recettes nettes uniquement après son achèvement ou au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement, le taux de cofinancement Leader sera réduit de 10% par rapport à l'intensité de l'aide initialement prévue.

CRITERES DE PRIORITE :

Projets à échelle communautaire, Pays, transrégionale et au-delà.

Projets collectifs et partenariaux.

Projets démontrant leur durabilité et leur caractère innovant.

Les frais de communication seront aidés prioritairement s'ils portent sur une communication numérique et/ou sur des supports bilingues/trilingues.

Projets créateurs d'emploi.

INTENSITE DE L'AIDE :

Taux de cofinancement FEADER : 90 % des dépenses publiques éligibles.

Taux d'aide publique maximum souhaité par le GAL (à préciser au moment du conventionnement) :

80% pour les maîtres d'ouvrage publics.

90% pour les maîtres d'ouvrage privés.

Plafond FEADER : 45 000 €.

Plancher FEADER : 1 000 €.

INDICATEURS DE REALISATION :

- Nombre d'emplois créés :
 - Directs / Indirects
- Indicateurs du PDR Lorraine : Indéterminés à ce jour.
- Autres indicateurs quantitatifs et qualitatifs :
 - Nombre d'emplois consolidés.
 - Nombre de formations dispensées.
 - Nombre de bénéficiaires de formations.
 - Nombre de supports/opérations de communication réalisés.
 - Nombre d'événementiels organisés.
 - Impacts environnemental, économique et social.
 - Impacts sur les populations marginalisées.
 - Emergence de nouvelles activités économiques.
 - Développement d'une stratégie de promotion et de marketing territorial.
 - Mise en place d'actions de promotion des usages du bois.
 - Développement de pôles de recherche.

- Mise en place d'actions de transfert de compétence et/ou de démarches GPEC (*gestion prévisionnelle des emplois et des compétences*).

FICHE ACTION 2 / REpondre aux besoins locaux à partir des ressources locales

DESCRIPTION :

- Objectifs stratégiques
 - Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
 - Développer l'attractivité économique du Pays.
 - Retenir et attirer les jeunes sur le territoire.
 - Maintenir et développer l'activité et les emplois locaux.
 - Maintenir et renforcer la diversité des activités locales.
 - Innover dans l'offre pour créer une image dynamique du territoire.
 - Préserver et valoriser les savoir-faire du territoire.
 - Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des acteurs et moyens.
 - Enrichir les projets locaux et favoriser la créativité et l'innovation chez les acteurs locaux.
 - Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences innovantes.
- Objectifs opérationnels
 - Développer et sécuriser l'économie circulaire locale.
 - Améliorer la connaissance des ressources, compétences et besoins locaux.
 - Développer des produits et services à forte valeur ajoutée.
 - Accompagner la création de nouvelles activités adaptées aux besoins locaux.
 - Soutenir les activités locales et contribuer à la durabilité des secteurs de l'Economie Sociale et Solidaire, du tourisme et de l'artisanat.
 - Soutenir des projets à forte valeur sociale et environnementale.

- Fédérer et former les acteurs pour une promotion efficace du territoire.
- Faciliter la lisibilité de l'offre par une communication appropriée et impactante.

- Contribution de la fiche aux objectifs

Cette fiche action s'inscrit dans une perspective de développement de **nouvelles activités locales** plus particulièrement inscrites dans des **filières économiques** à renforcer ou à créer. Sans renier l'héritage et la culture industrielle fortement pourvoyeuse d'emplois pour le territoire, la présente fiche a pour objectif de contribuer au développement **d'activités durables basées sur nos ressources locales** (matériaux, compétences, savoir-faire...).

Pour ce faire, Leader se veut facilitateur de **réseaux inter-professionnels** coordonnés en vue d'encourager la **prospective**, l'**expérimentation** et l'**innovation** en matière d'économie d'énergie, d'éco-construction, de filière bois, d'artisanat d'art et de tourisme notamment. Ces mises en réseau pourront se traduire par des **mutualisations** de services, moyens, partages d'expériences...

Leader a vocation à semer les graines qui pourront **donner naissance à ces réseaux et filières**. A cet effet, la présente fiche permet l'accompagnement d'opérations allant de la **connaissance des ressources et besoins** à la **mise en œuvre de projets exemplaires** illustrant la capacité des acteurs à produire des **activités porteuses de valeur ajoutée** pour leur secteur économique et pour le territoire, en accord avec les objectifs de la transition énergétique. Les projets proposés devront répondre à une logique de **projet d'ensemble** visant à l'amélioration de la qualité des produits proposés ou à la création de nouveaux produits.

- Effets attendus sur le territoire
 - Augmentation de la part des habitants à des emplois locaux ou de proximité.
 - Création d'activités et d'emplois locaux.

- Diversification des activités locales.
- Transmission de savoir-faire et compétences locaux.
- Création de nouvelles filières économiques basées sur les ressources locales et de proximité.
 - Développement d'une filière bois notamment basée sur les essences de feuillus.
 - Développement de l'usage d'éco-matériaux et matériaux biosourcés locaux.
 - Développement d'une filière éco-construction locale.
 - Ouverture de nouveaux marchés pour l'artisanat d'art.
 - Développement de filières et produits touristiques.
- Evolution des comportements vers plus de sobriété et d'efficacité énergétique.

TYPE DE SOUTIEN (subvention, aide forfaitaire, avances autorisées...) :

Subvention en accord avec l'intensité de l'aide fixée.

Acomptes autorisés au prorata :

- des justificatifs de réalisation partielle de l'opération,
- des montants de subvention versés par les co-financeurs publics,
- sous réserve d'un acompte FEADER minimum de 5 000 €.

LIEN AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS (articulation prévue avec autres fonds et politiques) :

Leader sera complémentaire des mesures 4 et 5 et 8 du PDRR en matière de diversification économique et de création de filières. Il le sera également par rapport à la politique de développement de filières encouragée par la Région Lorraine, à la politique du Massif en faveur de l'initiative locale intégrant les enjeux énergétiques et du développement d'activités liées aux ressources locales notamment mais aussi par rapport aux axes de développement de l'Etat « Innovation, filières d'avenir... » et « Transition écologique et énergétique ». Leader pourra venir en appui des politiques départementales en faveur de la valorisation des produits locaux.

Comme exposé dans le chapitre 1, Leader est enfin conçu comme un levier au service des objectifs de la Charte de Pays et plus particulièrement, pour la présente fiche, à l'axe « Développement économique au service de l'emploi ». Il va également dans le sens des objectifs de la Charte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord visant à développer des filières basées sur ses ressources, savoir-faire et compétences (vocation 2 : « Territoire qui récolte les fruits de son investissement patrimonial »). Une attention particulière sera portée par le GAL en matière de non cumul avec d'autres fonds européens.

BENEFICIAIRES VISES :

Entreprises et groupements d'entreprises

Professionnels de la filière bois

Organisations et syndicats professionnels

Coopératives

Exploitants agricoles

Associations

Collectivités ou assimilées (intercommunalités, SMAS, PNR, ...)

Etablissements publics

Chambres consulaires

Organismes de formation (publics ou privés)

Structures d'Insertion par l'Activité Economique – SIAE (SCIC, SCOP, CAE, associations intermédiaires, entreprises temporaires de travail d'insertion, ateliers et chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, régies de quartier et de territoire, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification...)

DEPENSES ELIGIBLES :

- **Mise en réseau et mutualisation** de moyens entre acteurs.
 - Etudes, ingénierie, acquisition de matériels et communication liés à la mise en réseau des acteurs.
- **Création de nouvelles activités ou développement d'activités** existantes adaptées aux besoins locaux.

- **Inventaire** des ressources, compétences et potentiels (ingénierie, prestation).
- **Recherche prospective** en faveur de nouvelles activités et filières économiques.
- **Conception et conditionnement** de nouveaux produits ou nouvelles activités.
- **Marketing et mise en marché** de nouveaux produits ou nouvelles activités.
- **Réalisation de projets exemplaires, expérimentaux, innovants** illustrant la capacité des acteurs locaux à travailler ensemble et à créer des produits/activités à forte valeur ajoutée visant la sobriété et l'efficacité énergétique.
 - Etudes, ingénierie, acquisition de matériels, travaux et communication liés à la mise en œuvre de ces projets.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Le maître d'ouvrage doit présenter les capacités financières et humaines pour porter le projet présenté et respecter les règles de minimis.

CRITERES DE SELECTION :

Les dossiers proposés doivent répondre à une démarche structurée et à un projet d'ensemble.

Les projets doivent être réalisés au profit du territoire (dans son ensemble ou partiellement).

Les projets doivent s'inscrire dans une stratégie territoriale (Charte de Pays, projet communautaire...) ou une dynamique thématique ou de filière.

Le soutien à la reconduction d'un même projet est exclu.

Les frais de fonctionnement courant (dont ingénierie) des structures et les travaux de mise aux normes sont exclus.

Les frais d'ingénierie ne sont aidés que :

- s'il s'agit de création de poste, sur une durée de 2 ans à taux plein maximum + 1 an à 50% ;

- s'ils concernent l'emploi de travailleurs précaires, en insertion ou sans qualification ;

La valorisation du bénévolat est possible selon conditions. (cf art 15 du décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses + art 69.1 point e du règlement 1303 relatif aux contributions en nature).

Les frais d'acquisition de matériel ou mobilier ne seront aidés que s'il s'agit de matériel ou mobilier neuf.

Dans le cas où l'opération génère des recettes nettes uniquement après son achèvement ou au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement, le taux de cofinancement Leader sera réduit de 10% par rapport à l'intensité de l'aide initialement prévue.

CRITERES DE PRIORITE :

Projets à échelle communautaire, Pays, transrégionale et au-delà.

Projets collectifs et partenariaux.

Projets démontrant leur durabilité et leur caractère innovant.

Les frais de communication seront aidés prioritairement s'ils portent sur une communication numérique et/ou sur des supports bilingues/trilingues.

Projets créateurs d'emploi.

Projets ayant un impact significatif sur l'amélioration énergétique des bâtiments (l'avis du Conseiller Info Energie pourra être sollicité sur les dossiers concernés).

INTENSITE DE L'AIDE :

Taux de cofinancement FEADER : 90 % des dépenses publiques éligibles.

Taux d'aide publique maximum souhaité par le GAL (à préciser au moment du conventionnement) :

80% pour les maîtres d'ouvrage publics.

90% pour les maîtres d'ouvrage privés.

Plafond FEADER : 80 000 €.

Plancher FEADER : 1 000 €.

INDICATEURS DE REALISATION :

- Nombre d'emplois créés :
 - Directs / Indirects

- Indicateurs du PDR Lorraine : Indéterminés à ce jour.
- Autres indicateurs quantitatifs et qualitatifs :
 - Nombre d'études réalisées.
 - Nombre de supports/opérations de communication réalisées.
 - Nombre de nouveaux produits/activités réalisées.
 - Impacts environnemental, économique et social.
 - Impacts sur les populations marginalisées.
 - Emergence de nouvelles activités économiques.
 - Développement d'une stratégie de promotion et de marketing territorial.
 - Mise en place d'actions de promotion des usages du bois.
 - Développement de pôles de recherche.
 - Mise en place d'actions de transfert de compétence et/ou de démarches GPEC.

FICHE ACTION 3 / CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT D'UNE OFFRE ET DE PRODUITS TOURISTIQUES DE QUALITE EN ACCORD AVEC LA DEMANDE

DESCRIPTION :

- Objectifs stratégiques

- Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
- Développer l'attractivité économique du Pays.
- Retenir et attirer les jeunes sur le territoire.
- Maintenir et développer l'activité et les emplois locaux.
- Maintenir et renforcer la diversité des activités locales.
 - Développer l'activité touristique du territoire.
- Innover dans l'offre pour créer une image dynamique du territoire.
- Améliorer la qualification des acteurs et la qualité des prestations.
- Préserver et valoriser les savoir-faire du territoire.
- Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des acteurs et moyens.
- Prolonger les séjours touristiques.
- Prolonger la saisonnalité (avant et arrière saison).

- Objectifs opérationnels

- Accompagner l'offre touristique existante et notamment les prestataires privés vers une offre qualitative, durable et porteuse de plus-value en termes de services adaptés à la demande des clientèles.
- Développer de l'hébergement et des produits touristiques de qualité, originaux et/ou insolites et porteurs de plus-value pour les clientèles.

- Faire la promotion des acteurs, sites, événements, savoir-faire emblématiques voire innovants = soutenir des produits/sites phares et des projets nouveaux.
- Renforcer les filières touristiques (Ligne Maginot, tourisme fluvial...).
- Fédérer et former les acteurs pour une promotion efficace du territoire.
 - Trouver de nouveaux circuits de promotion.
 - Participer à des actions de promotion en repensant les vecteurs de communication.

- Contribution de la fiche aux objectifs

Le tourisme est apparu dans le cadre des travaux de concertation comme l'un des thèmes les plus porteurs de **potentiel de développement économique** pour le territoire.

L'un des enjeux majeurs relatifs au tourisme relève de la nécessité **d'adapter l'offre à la demande** en faisant en sorte d'accompagner les professionnels et opérateurs touristiques vers une offre plus qualitative, diversifiée et originale afin notamment de proposer des **produits distinctifs** pour le territoire. Dans le respect de nos savoir-faire et matériaux locaux, la construction d'une plus-value touristique pour notre Pays devra notamment être véhiculée par les thématiques de la **randonnée et de l'itinérance** mais aussi par le **tourisme fluvial et nautique**, identifiés entre autres comme deux axes particulièrement porteurs pour le territoire. Leader aura en outre vocation à encourager **l'adaptation des sites, lieux d'accueil et d'hébergement** aux attentes nouvelles et mouvantes des clientèles, l'adaptation des hébergements ayant été identifié comme un enjeu de poids pour le Pays.

L'accompagnement de la mise à jour des sites devra être conjugué à la construction d'une **image dynamique** reposant sur des **évènementiels** puisés dans nos ressources et savoir-faire.

Enfin, Leader souhaite soutenir la **mise en tourisme et la communication** des produits touristiques générés sur le territoire, en accord avec les objectifs développés plus haut.

Les projets proposés devront répondre à un **projet d'ensemble** visant à l'amélioration de la qualité des produits proposés, à la création de nouveaux produits touristiques en accord avec la demande actuelle ou à leur ouverture facilitée à destination des publics fragiles et handicapés notamment. Ces projets devront contribuer à la lisibilité et à la cohérence de l'offre touristique locale **en accord avec les stratégies de développement touristique locales** (communautaires, Pays, Parc...).

La formation et la mise en réseau des acteurs touristiques, préalables indispensables, seront traitées via les fiches action 1 et 2 du présent dossier.

- Effets attendus sur le territoire

- Amélioration du cadre de vie et diversification de l'offre de loisirs de proximité pour les habitants.
- Amélioration de l'image et de la notoriété des territoires vis-à-vis des touristes et des habitants.
- Création d'activités et d'emplois locaux.
 - Augmentation du poids économique du secteur touristique sur le territoire.
 - Maintien et développement de l'emploi lié au tourisme (direct, indirect, induit).
- Amélioration de la coopération avec les acteurs privés.
- Amélioration de la diffusion de l'information.
- Qualification de l'offre touristique, notamment privée, en accord avec les attentes des clientèles.
- Développement de produits et offres touristiques « d'excellence » (écotourisme).

TYPE DE SOUTIEN (subvention, aide forfaitaire, avances autorisées...) :

Subvention en accord avec l'intensité de l'aide fixée.

Acomptes autorisés au prorata :

- des justificatifs de réalisation partielle de l'opération,
- des montants de subvention versés par les co-financeurs publics,

- sous réserve d'un acompte FEADER minimum de 5 000 €.

LIEN AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS (articulation prévue avec autres fonds et politiques) :

Leader sera complémentaire des mesures 5 et 7 du PDRR dans les domaines de la diversification agricole et de la mise en tourisme de l'offre du territoire. Il s'articule en outre avec les politiques régionales (« Impulsion de la filière touristique » et Contrats « Destination Phare »), du Département Moselle en matière touristique (randonnée, aide à l'investissement en faveur de l'hébergement) mais aussi de Massif (« Développer un tourisme de séjour adapté à la demande du client... »).

Comme exposé dans le chapitre 1, Leader est enfin conçu comme un levier au service des objectifs de la Charte de Pays et plus particulièrement, pour la présente fiche, à l'axe « Politique touristique concertée ». Il s'accorde également avec les objectifs de la Charte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, et plus particulièrement dans le domaine de l'éco-tourisme durable.

Enfin, Leader permettra de faire levier sur les politiques touristiques communautaires du territoire, et plus particulièrement en complément des futurs Contrats « Destination Phare » sur le Pays de Bitche (en cours) et l'Eurodistrict (prévu).

Une attention particulière sera portée par le GAL en matière de non cumul avec d'autres fonds européens.

BENEFICIAIRES VISES :

Entreprises et groupements d'entreprises

Organisations et syndicats professionnels

Exploitants agricoles

Associations

Particuliers (chambres d'hôtes, gîtes...)

Collectivités ou assimilées (intercommunalités, SMAS, PNR, ...)

Etablissements publics

Chambres consulaires

Centres de formation (publics ou privés)

Structures d'Insertion par l'Activité Economique – SIAE (SCIC, SCOPT, CAE, associations intermédiaires, entreprises temporaires de travail d'insertion, ateliers et chantiers d'insertion, entreprises d'insertion, régies de quartier et de territoire, groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification...)

DEPENSES ELIGIBLES :

- **Mise en tourisme d'offres touristiques liées à l'itinérance douce, aux itinéraires de découverte et au tourisme fluvial et nautique.**
 - Etudes de préfiguration, aménagements visant à la création et/ou valorisation des itinéraires et sites, acquisition ou location de matériel, toute forme de communication liée à la valorisation de la médiation numérique.
- **Création ou adaptation des aménagements, équipements et services des lieux d'accueil** (type offices de tourisme, sites, ports de plaisance, équipements de loisirs et sportifs...) **et d'hébergement** (campings, chambres d'hôtes, gîtes...) existants ou en devenir **à l'attente des clientèles.**
 - Aménagements et acquisition de matériels/mobiliers visant à proposer de nouveaux services en phase avec la demande.
- **Création d'évènementiels nouveaux ou repositionnement d'évènementiels existants autour des savoir-faire et spécificités locales** (culture, gastronomie, savoir-faire artisanaux...) valorisant **recherche et création.**
 - Acquisition, location de matériel, frais d'ingénierie et de prestation, cachets d'artistes, droits d'auteur, supports de communication numérique et virtuelle, frais liés à l'hébergement et aux déplacements des créateurs/artistes...

- Mise en place ou aménagement de **sites ou formules** (permanents ou saisonniers) **de valorisation et de vente des produits et savoir-faire locaux** (produits agricoles, produits artisanaux...) et **communication** sur ces projets.
- Développement d'une **communication ciblée** (thématique, public, géographie...).
 - **Définition d'une stratégie de communication** /marketing commune à plusieurs acteurs du territoire.
 - Organisation et/ou participation à des **évènementiels de promotion** partenariaux, associant notamment publics et privés.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Le maître d'ouvrage doit présenter les capacités financières et humaines pour porter le projet présenté et respecter les règles de minimis.

CRITERES DE SELECTION :

Les dossiers proposés doivent répondre à une démarche structurée et à un projet d'ensemble.

Les projets doivent être réalisés au profit du territoire (dans son ensemble ou partiellement).

Les projets doivent s'inscrire dans une stratégie territoriale (Charte de Pays, projet communautaire...) ou une dynamique thématique ou de filière.

Le soutien à la reconduction d'un même projet est exclu.

Le soutien à l'organisation de fêtes religieuses ou traditionnelles est exclu.

Les frais de fonctionnement courant (dont ingénierie) des structures et les travaux de mise aux normes sont exclus.

Les frais d'ingénierie ne sont aidés que :

- s'il s'agit de création de poste, sur une durée de 2 ans à taux plein maximum + 1 an à 50% ;
- s'ils concernent l'emploi de travailleurs précaires, en insertion ou sans qualification ;

La valorisation du bénévolat est possible selon conditions. (cf art 15 du décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses + art 69.1 point e du règlement 1303 relatif aux contributions en nature).

Les frais d'acquisition de matériel ou mobilier ne seront aidés que s'il s'agit de matériel ou mobilier neuf.

Dans le cas où l'opération génère des recettes nettes uniquement après son achèvement ou au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement, le taux de cofinancement Leader sera réduit de 10% par rapport à l'intensité de l'aide initialement prévue.

CRITERES DE PRIORITE :

Projets à échelle communautaire, Pays, transrégionale et au-delà.

Projets collectifs et partenariaux.

Projets démontrant leur durabilité et leur caractère innovant.

Les frais de communication seront aidés prioritairement s'ils portent sur une communication numérique et/ou sur des supports bilingues/trilingues.

Projets créateurs d'emploi.

Projets ayant un impact significatif sur l'amélioration énergétique des bâtiments (l'avis du Conseiller Info Energie pourra être sollicité sur les dossiers concernés).

INTENSITE DE L'AIDE :

Taux de cofinancement FEADER : 90 % des dépenses publiques éligibles.

Taux d'aide publique maximum souhaité par le GAL (à préciser au moment du conventionnement) :

80% pour les maîtres d'ouvrage publics.

90% pour les maîtres d'ouvrage privés.

Plafond FEADER : 80 000 €.

Plancher FEADER : 1 000 €.

INDICATEURS DE REALISATION :

- Nombre d'emplois créés :
 - Directs / Indirects.
- Indicateurs du PDR Lorraine : Indéterminés à ce jour.

- Autres indicateurs quantitatifs et qualitatifs, à fournir par les offices de tourisme, le CDT, le PNR via les observatoires touristiques en place :

- Nombre d'études réalisées.
- Nombre de supports/opérations de communication.
- Nombre de sites ayant bénéficié d'aménagement/équipements/services.
- Nombre d'événementiels organisés.
- Evolution du taux de fréquentation des sites et hébergements touristiques.
- Augmentation de la durée des séjours.
- Evolution des chiffres d'affaires des professionnels du tourisme.

FICHE ACTION 4 / DEVELOPPER DES PROJETS DE COOPERATION

DESCRIPTION :

- Objectifs stratégiques
 - Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
 - Maintenir et renforcer la diversité des activités locales.
 - Préserver et valoriser les savoir-faire du territoire.
 - Enrichir les projets locaux et favoriser la créativité et l'innovation chez les acteurs locaux.
 - Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences innovantes dans les domaines de coopération retenus.
- Objectifs opérationnels
 - Constituer et renforcer les réseaux d'acteurs locaux et de proximité.
 - Mutualiser l'ingénierie de projet des territoires.
 - Partager des expériences et des bonnes pratiques.
 - Mettre en œuvre des projets collectifs et communs avec les partenaires impliqués.
 - Mettre en œuvre des projets innovants, voire expérimentaux.
 - Fédérer et former les acteurs pour une promotion efficace du territoire.
 - Mettre en œuvre des actions de communication et de promotion valorisant les territoires impliqués et leurs acteurs.
- Contribution de la fiche aux objectifs

Les actions de coopération du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines porteront sur des échanges d'expériences, qui se traduiront par des échanges physiques (déplacements, réunions de travail, colloques...), mais aussi par la réalisation de projets communs.

A ce jour, des contacts engagés depuis plus ou moins long terme devraient permettre l'aboutissement de projets de coopération avec plusieurs territoires d'ores et déjà identifiés.

- **Le GAL de Bliesgau** (Allemagne/Sarre), sur les champs du tourisme, de la valorisation de produits locaux et de l'éco-rénovation. Des échanges d'expériences et plusieurs rencontres avaient été menés entre nos deux GAL au cours du programme Leader 2007/2013 sans toutefois aboutir à une concrétisation de projet commun. Dans la perspective d'un potentiel renouvellement de la labellisation « GAL » de nos deux territoires respectifs, une reprise de contact a été effectuée avec les interlocuteurs du GAL de Bliesgau le 26 septembre 2014. Une réunion de présentation du projet du GAL de Bliesgau a été proposée aux élus du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines en mars 2015.

- **Le GAL Moselle Sud**, avec lequel des projets portés par l'Association Mosellane d'Economie Montagnarde (AMEM) ont été développés au cours du programme 2007/2013 et pourraient être poursuivis sur la période 2014/2020 dans le domaine des circuits de proximité et de la valorisation des produits locaux notamment.

- **Le Pays de Saverne Plaine et Plateau et le territoire des Vosges alsaciennes** (partie alsacienne du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord), nouveau candidat pour le programme Leader 2014/2020.

Avec le soutien du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, des échanges sont d'ores et déjà engagés dans le domaine entre nos deux territoires limitrophes sur les problématiques suivantes :

- **l'éco-rénovation** et plus largement de l'ouverture de nouveaux process et nouveaux marchés pour **l'artisanat local**. Dans ce domaine, des échanges antérieurs du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord avec les Pays de Condruses et le Pays d'Epinal pourraient également donner lieu à une association de ces territoires aux réflexions engagées ;

- le **tourisme durable**, qui apparaît comme un trait d'union incontournable entre nos deux territoires, actuellement traduit par des acteurs comme « Atouparc » ou le label « Destination Eden », prix d'excellence européen décerné au

Parc Naturel Régional des Vosges du Nord. La problématique touristique a donc tout lieu de donner naissance à des projets de coopération ambitieux associant nos deux GAL.

Pendant la phase de préparation du projet 2014/2020, plusieurs réunions de travail ont associé les acteurs des deux Pays et du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord ainsi que des professionnels de l'éco-rénovation, de l'artisanat et du tourisme notamment (11 décembre 2014, 7 janvier 2015, 22 janvier 2015...).

Ce partenariat et ces échanges précoces ont d'ailleurs permis de traduire des velléités de coopération entre les GAL du Pays de Sarreguemines et du Pays de Saverne Plaine et Plateau et des Vosges alsaciennes en matière de :

- **Evaluation.** Les deux territoires limitrophes présentant des similitudes dans leur projet 2014/2020 respectif, ils envisagent d'engager une évaluation croisée à mi-parcours et en fin de programme. A cet effet, l'évaluation de chacun des projets Leader pourra notamment permettre à mi-parcours de recadrer le contenu desdits projets en vue de renforcer la cohérence du partenariat entre nos deux territoires et ainsi optimiser l'effet levier attendu de Leader.
- **Communication.** Au fur et à mesure du programme, des outils et opérations de communication seront réalisés en commun afin de mettre en valeur la plus-value Leader dans des projets particulièrement innovants et/ou expérimentaux (films...).
- **Partage d'expérience et gouvernance croisée.** Dans le même esprit que pour les projets de communication, les deux territoires partageront des temps d'échanges via leur Comité de programmation, par exemple à travers l'organisation de rencontres des comités de programmation, de visites de terrain, de rencontre de porteurs de projets.... Soulignons enfin que des membres seront communs aux comités de programmation des deux GAL afin de faciliter leurs échanges et connaissances mutuelles (représentants du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, des thématiques touristiques et artisanales...).

Le futur GAL Leader se réserve la possibilité d'engager des échanges d'expériences et projets de coopération avec d'autres GAL européens, notamment avec l'appui du dispositif d'intervention régional.

Les opérations de traduction et d'interprétariat utiles au développement de projets de coopération seront confiées à des tiers.

- Effets attendus

- Ouverture du territoire/Découverte d'expériences extérieures au territoire.
- Plus forte contribution des projets locaux à la mise en œuvre des projets de territoire (Chartes de Pays et de Parc).
- Effet levier Leader démultiplié.
- Apport d'innovation plus important dans les projets engagés.
- Meilleure communication sur les actions du Pays véhiculant une attractivité du territoire.
- Création de nouvelles filières économiques basées sur les ressources locales et de proximité.

TYPE DE SOUTIEN :

Subvention en accord avec l'intensité de l'aide fixée.

Acomptes autorisés au prorata :

- des justificatifs de réalisation partielle de l'opération,
- des montants de subvention versés par les co-financeurs publics,
- sous réserve d'un acompte FEADER minimum de 5 000 €.

LIEN AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS (ARTICULATION PREVUE AVEC AUTRES FONDS ET POLITIQUES) :

Leader sera complémentaire des mesures 5 et 7 du PDRR dans les domaines de la diversification agricole et de la mise en tourisme de l'offre du territoire. Il s'articule en outre avec les politiques régionales (« Impulsion de la filière touristique »), du Département Moselle en matière touristique (randonnée, aide à l'investissement en faveur de l'hébergement) mais aussi de Massif (« Développer un tourisme de séjour adapté à la demande du client... »).

Comme exposé dans le chapitre 1, Leader est enfin conçu comme un levier au service des objectifs de la Charte de Pays et plus particulièrement, pour la présente fiche, à l'axe « Politique touristique concertée ». Il s'accorde également avec les objectifs de la Charte du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord, et plus particulièrement dans le domaine de l'éco-tourisme durable.

Une attention particulière sera portée par le GAL en matière de non cumul avec d'autres fonds européens.

BENEFICIAIRES VISES :

Tout maître d'ouvrage public ou privé.

DEPENSES ELIGIBLES :

- Soutien aux échanges d'expériences et réalisations communes dans le cadre de projets de coopération.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Le maître d'ouvrage doit présenter les capacités financières et humaines pour porter le projet présenté et respecter les règles de minimis.

Les projets doivent associer a minima les acteurs impliqués sur deux territoires de GAL différents.

CRITERES DE SELECTION :

Les dossiers proposés doivent répondre à une démarche structurée et à un projet d'ensemble.

Les projets doivent être réalisés au profit des territoires associés.

Les projets proposés au GAL doivent être en accord avec les fiches actions de l'un ou l'autre des GAL impliqués dans la coopération.

Le soutien à la reconduction d'un même projet est exclu.

Le soutien à l'organisation de fêtes religieuses ou traditionnelles est exclu.

Les frais de fonctionnement courant (dont ingénierie) des structures et les travaux de mise aux normes sont exclus.

Les frais d'ingénierie ne sont aidés que :

- s'il s'agit de création de poste, sur une durée de 2 ans à taux plein maximum + 1 an à 50% ;

- s'ils concernent l'emploi de travailleurs précaires, en insertion ou sans qualification ;

La valorisation du bénévolat est possible selon conditions. (cf art 15 du décret fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses + art 69.1 point e du règlement 1303 relatif aux contributions en nature).

Les frais d'acquisition de matériel ou mobilier ne seront aidés que s'il s'agit de matériel ou mobilier neuf.

Dans le cas où l'opération génère des recettes nettes uniquement après son achèvement ou au cours de sa mise en œuvre et après son achèvement, le taux de cofinancement Leader sera réduit de 10% par rapport à l'intensité de l'aide initialement prévue.

CRITERES DE PRIORITE :

Projets collectifs et partenariaux.

Projets démontrant leur durabilité et leur caractère innovant.

Les frais de communication seront aidés prioritairement s'ils portent sur une communication numérique et/ou sur des supports bilingues/trilingues.

Projets créateurs d'emploi.

Projets ayant un impact significatif sur l'amélioration énergétique des bâtiments (l'avis du Conseiller Info Energie pourra être sollicité sur les dossiers concernés).

INTENSITE DE L'AIDE :

Taux de cofinancement FEADER : 90 % des dépenses publiques éligibles.

Taux d'aide publique maximum souhaité par le GAL (à préciser au moment du conventionnement) :

80% pour les maîtres d'ouvrage publics.

90% pour les maîtres d'ouvrage privés.

Plafond FEADER : 35 000 €.

Plancher FEADER : 1 000 €.

INDICATEURS DE REALISATION :

- Nombre d'emplois créés ou consolidés :
 - Emplois liés à l'animation et à la coordination de nouvelles filières économiques locales.

- Emplois liés à l'organisation de manifestations communes.
- Emplois ou activités temporaires liés à la traduction/interprétariat et à la communication sur les projets aidés.
- Indicateurs du PDR Lorraine : Indéterminés à ce jour.
- Autres indicateurs quantitatifs et qualitatifs :
 - Nombre de réunions d'échanges.
 - Nombre d'acteurs mobilisés.
 - Nombre de projets communs réalisés.
 - Impacts environnemental, économique et social des projets réalisés.
 - Nombre de supports/opérations de communication réalisés sur les projets engagés.
 - Nombre de projets de coopération de plus grande ampleur dans le cadre de projets européens, tel Interreg.

FICHE ACTION 5 / ANIMER, GERER ET COMMUNIQUER SUR LA STRATEGIE LEADER

DESCRIPTION :

- Objectifs stratégiques
 - Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
 - Animer le GAL.
 - Gérer le programme Leader.
 - Communiquer sur le programme Leader.
 - Favoriser la mise en réseau et la mutualisation des acteurs et moyens.
 - Enrichir les projets locaux et favoriser la créativité et l'innovation chez les acteurs locaux.
 - Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences innovantes.
- Objectifs opérationnels
 - Communiquer pour une bonne diffusion du programme Leader.
 - Assister les porteurs de projets dans le montage de dossier, de recherche de co-financement, de recherche de partenariats...
 - Animer et assurer le secrétariat du Comité de programmation.
 - Assurer les liens du GAL avec les instances et autres projets du Syndicat Mixte.
 - Faire participer le GAL aux réseaux.
 - Assurer la bonne gestion du programme.
- Contribution de la fiche aux objectifs

Dans la continuité du fonctionnement du GAL Leader 2007/2013, les élus du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines ont souhaité

préserver les modalités d'organisation du Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines, structure porteuse du GAL mais aussi du Pays et du SCoT. L'intégration du GAL au Syndicat Mixte permet ainsi d'assurer une cohérence et complémentarité entre ces différents projets.

Deux Equivalents Temps Plein sont prévus pour assurer les missions dévolues au bon fonctionnement du GAL Leader, accompagner les porteurs de projet et communiquer sur le programme.

- Effets attendus sur le territoire
 - Effet levier sur des projets contribuant à la création d'activités et d'emplois locaux.
 - Reconnaissance du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines comme espace de projet, de coordination et de « plus-value » pour le développement du territoire.
 - Prise de conscience des porteurs de projet et habitants de leur appartenance à un espace de projet.
 - Développement des partenariats public-privé et des mises en réseau d'acteurs.

TYPE DE SOUTIEN (subvention, aide forfaitaire, avances autorisées...) :

Subvention en accord avec l'intensité de l'aide fixée.

Acomptes autorisés au prorata :

- des justificatifs de réalisation partielle de l'opération,
- des montants de subvention versés par les co-financeurs publics,
- sous réserve d'un acompte FEADER minimum de 5 000 €.

LIEN AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS (articulation prévue avec autres fonds et politiques) :

Sans objet. Les dépenses liées au fonctionnement et à la gestion du GAL seront fléchées et bénéficieront exclusivement d'aides Leader.

BENEFICIAIRES VISES :

Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines.

DEPENSES ELIGIBLES :

- Frais d'ingénierie d'animation et de gestion.
- Frais de formation liés à la gestion et à l'animation de Leader et des fonds européens.
- Frais de communication sur le programme Leader (insertions presse, location et acquisition de matériel de communication, acquisition de supports de communication...).
- Matériel lié à l'animation et à la gestion du GAL.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Sans objet.

CRITERES DE SELECTION :

Sans objet.

INTENSITE DE L'AIDE :

Taux de cofinancement FEADER : 90 % des dépenses publiques éligibles.

Taux d'aide publique maximum souhaité par le GAL (à préciser au moment du conventionnement) :

80% pour les maîtres d'ouvrage publics.

90% pour les maîtres d'ouvrage privés.

INDICATEURS DE REALISATION :

- Nombre d'emplois créés :
 - 2 équivalent temps plein pérennisés pour l'animation et la gestion du programme Leader.
 - Emplois ou activités temporaires liées à la traduction/interprétariat.
 - Emplois ou activités temporaires liées à la communication sur le programme Leader.
- Indicateurs du PDR Lorraine : Indéterminés à ce jour.

- Autres indicateurs quantitatifs :
 - Nombre de porteurs de projet rencontrés.
 - Nombre de projets présentés au Comité de programmation.
 - Nombre de projets soutenus dans le cadre du GAL.
 - Supports de communication créés.
 - Crédits consommés dans le cadre de Leader sur la période 2014/2020.

FICHE ACTION 6 / EVALUER LE PROGRAMME LEADER

DESCRIPTION :

- Objectifs stratégiques
 - Contribuer à la mise en œuvre du projet de territoire.
 - Recadrer le projet Leader 2014/2020 en cours de programmation.
 - Poser les bases d'un projet Leader 2020/2027.
 - Partager des enjeux communs avec le GAL limitrophe du Pays de Saverne Plaine et Plateau et des Vosges du Nord.
 - Capitaliser les bonnes pratiques et les expériences innovantes.
- Objectifs opérationnels
 - Evaluer le projet Evaluer le projet quantitativement et qualitativement.
 - In itinere.
 - En fin de programme.
 - Mutualiser les moyens d'évaluation du programme avec le GAL limitrophe du Pays de Saverne Plaine et Plateau et des Vosges du Nord.

- Contribution de la fiche aux objectifs

Une évaluation du programme Leader sera réalisée en **fin de programme** afin d'en retirer les points forts, points faibles et d'évaluer l'effet levier du programme pour le territoire. Cette évaluation pourra constituer un support de réflexion pour une éventuelle nouvelle candidature du territoire pour la période 2020/2027.

Une évaluation à **mi-parcours** pourra être envisagée afin, le cas échéant, de réorienter certaines fiches actions du projet Leader qui ne répondraient pas aux objectifs que s'est fixé le Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines.

Ces périodes d'évaluation seront l'occasion de communiquer sur le programme Leader et les actions aidées intégrant le mieux l'effet levier attendu. Les missions d'évaluation pourront le cas échéant être confiées à un tiers.

Comme indiqué dans la fiche « Coopération », un **partenariat engagé avec le GAL limitrophe des Vosges du Nord (alsaciennes)** pourra donner lieu à une **évaluation croisée** à mi-parcours et en fin de programme afin notamment de renforcer la cohérence des échanges et projets communs engagés sur nos deux territoires. Les comités de programmation des deux GAL seront mis à contribution et seront ainsi amenés à partager leurs points de vue sur la mise en œuvre de leurs projets respectifs. Enfin, des **opérations de communication communes** issues de ces évaluations pourront être développées afin notamment de valoriser l'effet levier Leader sur certains projets exemplaires.

- Effets attendus sur le territoire
 - Effet levier sur des projets contribuant à la création d'activités et d'emplois locaux.
 - Reconnaissance du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines comme espace de projet, de coordination et de « plus-value » pour le développement du territoire.
 - Prise de conscience des porteurs de projet et habitants de leur appartenance à un espace de projet.
 - Meilleure communication sur les actions du Pays.

TYPE DE SOUTIEN (subvention, aide forfaitaire, avances autorisées...) :

Subvention en accord avec l'intensité de l'aide fixée.

Acomptes autorisés au prorata :

- des justificatifs de réalisation partielle de l'opération,
- des montants de subvention versés par les co-financeurs publics,
- sous réserve d'un acompte FEADER minimum de 5 000 €.

LIEN AVEC D'AUTRES REGLEMENTATIONS (articulation prévue avec autres fonds et politiques) :

Sans objet.

BENEFICIAIRES VISES :

Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines.

DEPENSES ELIGIBLES :

- Evaluation

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

Sans objet.

CRITERES DE SELECTION :

Sans objet.

INTENSITE DE L'AIDE :

Taux de cofinancement FEADER : 90 % des dépenses publiques éligibles.

Taux d'aide publique maximum souhaité par le GAL (à préciser au moment du conventionnement) :

80% pour les maîtres d'ouvrage publics.

90% pour les maîtres d'ouvrage privés.

INDICATEURS DE REALISATION (préciser la façon dont ils seront renseignés) :

- Nombre d'emplois créés ou consolidés :
 - Emplois ou activités temporaires liés à l'évaluation et à la communication sur l'évaluation.
- Indicateurs du PDR Lorraine : Indéterminés à ce jour.
- Autres indicateurs :
 - Nombre d'acteurs associés à l'évaluation.
 - Nombre de réunions et entretiens réalisés en vue de l'évaluation.
 - Supports d'évaluation réalisés.
 - Supports de communication liés à l'évaluation réalisés.

En bref...

La stratégie Leader 2014/2020 se traduit par un nombre restreint de fiches action qu'il conviendra d'ajuster le cas échéant au moment du conventionnement du GAL :

la **fiche action 1** (« formation/emploi ») a vocation à **faciliter l'accès à la formation et à l'emploi** en favorisant notamment la **mobilité** et l'**hébergement** des publics fragiles et en accompagnant la **mise en réseau** et la **qualification** des acteurs locaux. Cette fiche action peut être considérée comme un préalable à la fiche action 2, les fiches action 1 et 2 présentant un caractère assez transversal (artisanat, filière bois, transition énergétique, économie sociale et solidaire, agriculture...).

la **fiche action 2** (« filières ») a pour ambition **d'accompagner les initiatives facilitatrices de création de filières et d'activités**.

la **fiche action 3** (« tourisme »), dans le même esprit que les fiches action 1 et 2, est davantage orientée vers les **problématiques touristiques** soulevées sur le territoire.

la **fiche action 4** (« coopération ») est destinée à prolonger voire à créer de **nouveaux projets coopératifs** avec des GAL « voisins » ou européens.

les **fiches action 5 et 6** sont respectivement dédiées à **l'animation/gestion** du programme ainsi qu'à son **évaluation** dans le but de réorienter le projet en cours de période le cas échéant, voire de poser les bases d'un nouveau projet Leader pour une prochaine génération.

Les **bénéficiaires visés** sont volontairement assez ouverts et concernent davantage de **privés et représentants socio-professionnels** que sur la période 2007/2013. L'évaluation a également fait valoir l'intérêt de seuils de subvention Leader reconduits pour la période 2014/2020. En effet, ces seuils permettent de **limiter la multiplication de petits projets** et de plafonner des projets d'ampleur qui pourraient présenter des montants de dépenses d'investissement conséquents tout en limitant les risques de « saupoudrage ».

	Contributions publiques françaises (10% mini)				FEADER Montant	FEADER Taux / dépenses publiques totales	Fiches mesures du PDR Lorraine éventuellement concernées (réf version mars 2014)	Dépenses publiques totales	Contribution privée éventuelle
	Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines	Région Lorraine	Département Moselle	Inter- communalités					
Fiche action 1 « Formation/emploi »		17 778 €		4 444 €	200 000 €	90%	1, 7, 19.3	222 222 €	
Fiche action 2 « Filières »		37 333 €		9 333 €	420 000 €	90%	1, 3, 4, 6, 7, 8, 9, 19.3	466 666 €	
Fiche action 3 « Tourisme »		16 666 €	22 223 €	16 666 €	500 000 €	90%	7, 19.3	555 555 €	
Fiche action 4 « Coopération »		16 666 €			150 000 €	90%	16, 19.4, 19.5, 19.6	166 666 €	
Fiche action 5 « Animation/gestion du GAL »	54 000 €				486 000 €	90%	19.7, 19.8	540 000 €	
Fiche action 6 « Evaluation »	1 000 €				9 000 €	90%	19.7, 19 ;8	10 000 €	
TOTAL	55 000 €	88 443 €	22 223 €	30 443 €	1 765 000 €			1 961 109 €	

La maquette financière pour la programmation Leader 2014/2020 a été construite sur la base d'un montant FEADER de 1 765 000 euros, équivalents à l'enveloppe financière programmée par le GAL Leader du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines sur la période 2007/2013. La **répartition de la consommation des crédits** Leader attribués est estimée de manière **équivalente pour chaque année de programmation**.

La part de l'enveloppe totale du GAL allouée à des opérations situées dans les communes composant l'unité urbaine de Sarreguemines ne pourra pas dépasser 15% sur la durée du programme. Il devra en outre être démontré que ces opérations ont des retombées principalement sur les zones rurales.

CHAPITRE 4 / LE PILOTAGE DU PROJET

X ORGANISATION ET ANIMATION DU GAL

Comme indiqué et développé dans le chapitre 2 et plus précisément dans la partie « Modalités envisagées pour la mise en œuvre et le suivi du projet », le Comité de programmation sera la seule instance officielle mise en place au niveau du GAL pour l'analyse des projets. Néanmoins, deux phases seront proposées aux membres du Comité de programmation :

Des **avis d'opportunité**, suite à la présentation des projets par les maîtres d'ouvrage eux-mêmes permettant un échange direct entre le Comité de programmation et les porteurs de projet. Ces avis d'opportunité pourront être appuyés par la consultation des co-financeurs et des « spécialistes » du GAL.

La **programmation** actant l'instruction des dossiers proposés au GAL.

Cette organisation appliquée au cours du programme Leader 2007/2013 a permis de conférer au Comité de programmation un **vrai rôle d'arbitre** sur les projets sollicitant Leader. Sa prise de connaissance des projets et sa rencontre des maîtres d'ouvrage au plus tôt lui a permis de lui éviter une seule fonction « d'enregistrement » attendue au moment de la programmation.

Le Comité de programmation sera bien entendu accompagné d'une **équipe qualifiée** à l'image du fonctionnement adopté au cours du programme 2007/2013.

Le Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines avait en effet fait le choix de recruter deux agents à temps plein pour l'animation et la gestion du GAL Leader 2007/2013, à savoir un cadre A (attaché) pour l'animation, et un cadre B (rédacteur) pour la gestion. Les deux agents étant en mesure de suppléer l'autre autant en matière d'animation que de

gestion, une continuité du suivi des porteurs de projet et des dossiers a pu être assurée sur la durée du programme 2007/2013. Une coordination de cette équipe était assurée par la directrice du Syndicat mixte, qui avait en outre mené les travaux d'élaboration de la candidature 2007/2013.

Si le territoire est labellisé GAL pour la période 2014/2020, un fonctionnement similaire sera installé, correspondant à **deux Equivalents Temps Plein** répartis sur trois postes, **dont un ETP dédié à l'animation** du GAL. L'animatrice Leader apportera des conseils et accompagnements individualisés aux porteurs de projet pour le montage de leurs dossiers Leader mais les orientera également le cas échéant vers des partenaires et co-financeurs susceptibles d'améliorer et de faciliter la mise en œuvre des projets concernés. Elle fera le relais entre porteurs de projet et Comité de programmation dont elle assurera le secrétariat mais aussi entre le GAL et ses instances partenaires.

Ces missions seront proposées aux agents déjà en place pendant la période 2007/2013 et ayant participé à l'élaboration du projet Leader 2014/2020. Cette continuité permettra d'assurer une certaine réactivité et efficacité pour la mise en œuvre de ce programme.

Soulignons qu'une labellisation « GAL Leader » du Syndicat mixte permettra le **renouvellement et la pérennisation de deux emplois locaux** (les agents actuellement en poste étant contractuels se verront proposer un CDI à défaut de l'obtention d'un concours de la fonction publique territoriale).

Enfin, la coordination du GAL par la directrice du Syndicat mixte, également en charge des projets de Pays et de la mise en œuvre et du suivi du SCoT, facilitera **l'articulation du projet Leader avec les autres politiques d'animation du territoire**.

XI LE SUIVI ET L'EVALUATION DU PROJET LEADER

La réalisation d'une évaluation à mi-parcours et finale du programme Leader 2007/2013 a permis de poser les préalables pour une évaluation efficace. A cet effet, des indicateurs d'évaluation sont d'ores et déjà proposés dans le plan de développement du présent dossier (se référer aux fiches action). Ces **indicateurs** recouvrent à la fois des **données quantitatives mais aussi qualitatives** permettant d'évaluer la contribution des projets « Leader » aux objectifs du territoire.

Le **Comité de programmation** sera invité, avec l'équipe du GAL, à **piloter l'évaluation** du programme. De ce fait, il pourra ultérieurement ajuster et compléter les indicateurs proposés dans le présent dossier.

Une **évaluation in itinere** sera proposée afin d'estimer le bien fondé des orientations Leader 2014/2020 et le cas échéant les réorienter à mi-parcours.

Une **évaluation en fin de programme** sera également menée afin d'évaluer la plus-value du programme pour le territoire mais aussi éventuellement poser les bases d'un nouveau projet Leader et plus largement contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre du projet de Pays.

Les enjeux et objectifs des GAL candidats du Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines et des Vosges du Nord étant proches et complémentaires, et ces deux territoires limitrophes comptant le Parc Naturel Régional des Vosges du Nord comme trait d'union, des **évaluations communes** sont envisagées à ce stade. Elles pourront être confiées à des prestataires et/ou des stagiaires et leurs conclusions seront partagées par les deux GAL concernés afin de faciliter l'échange de méthodes et/ou projets entre ces deux territoires. Il s'agira également, via l'évaluation, de **communiquer sur le programme et ses projets tout en encourageant les partenariats** entre ces deux territoires.

XII LA CAPITALISATION ET LA DIFFUSION DE L'EXPERIENCE LEADER

Au sein de son territoire, le GAL Leader du Pays de l'arrondissement de Sarreguemines communiquera dans un premier temps sur son projet s'il est labellisé.

Cette communication ciblera les membres du **Comité de programmation, les élus et relais administratifs des communautés de communes et communes** (réunions d'information, courriers d'information...) mais aussi les **professionnels** conviés à participer aux travaux d'élaboration du projet Leader 2014/2020 et leurs **fédérations ou groupements**. La **presse** sera invitée à relayer ces **séances d'information** auprès du grand public. Le **magazine « Leader »** réalisé dans le cadre des travaux d'élaboration de la présente candidature par la télévision locale (TV Mosaik) servira de support à ces séances d'information.

Le cas échéant, si cela s'avère nécessaire, des **rendez-vous** individualisés seront en outre proposés aux structures identifiées comme pouvant contribuer à la mise en œuvre du projet Leader (Mission Locale, CCAS, ...). Il en sera de même pour les partenaires institutionnels (co-financeurs, chambres consulaires...) à même d'informer des porteurs de projet sur les possibilités offertes par le programme.

Une **plaquette de communication** vulgarisée et succincte sur le projet Leader sera diffusée largement.

Le **site internet** du Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines sera bien sûr mis à jour et comprendra un espace dédié au programme Leader. Les **newsletters** régulières et largement diffusées du Pays comprendront des articles dédiés au programme et illustrant certains projets choisis.

Des **outils de communication** seront en outre produits afin de véhiculer l'image du programme parmi le grand public (bloc-note, clé USB...). Ils pourront être offerts lors de manifestations proposées par le Pays.

Comme indiqué dans le chapitre 2 / VIII « Communication sur le programme », la **charte graphique** développée pour la mise en page du présent dossier sera déclinée dans les supports de communication relatifs au programme Leader 2014/2020.

Tout au long du programme et au cours des évaluations et des projets de coopération, des **projets exemplaires feront l'objet de distinctions** (visite d'opération, communication presse, supports de communication...) et offriront ainsi une vitrine valorisante du programme Leader.

Enfin, le GAL participera au réseau régional des GAL ainsi qu'au **Réseau Rural** et fera en sorte de contribuer à ses initiatives de communication, comme cela a été le cas au cours du programme 2007/2013.

En bref...

- La garantie d'une **bonne connaissance du programme et des acteurs** du territoire facilitant réactivité et efficacité de la mise en œuvre du programme Leader.
- Une **connexion** permanente du programme Leader avec les autres politiques et projets territoriaux.
- La pérennisation de **deux emplois** pour l'animation et la gestion du programme Leader.
- Des **évaluations** (à mi-parcours et finale) destinées à faciliter la mise en œuvre d'une stratégie Leader cohérente.
- Une **communication** continue et adaptée sur le programme.

CONCLUSION


En tant que Groupe d'Action Locale Leader 2007/2013, le Syndicat Mixte de l'Arrondissement de Sarreguemines a pu donner corps et cohérence à une démarche ascendante et de concertation initiée il y a une dizaine d'années avec le projet de Pays et précisée plus récemment avec le SCoT.


La large mobilisation des acteurs du territoire ces derniers mois, qu'ils soient élus, institutionnels, associatifs ou privés confirme, s'il en était besoin, l'effet levier apporté par Leader au cours de la période 2007/2013 pour le Pays de l'Arrondissement de Sarreguemines. En réponse aux enjeux partagés au cours des réunions et ateliers de concertation proposés depuis la fin de l'année 2014, Leader est en effet perçu comme un outil créateur de valeur ajoutée pour le territoire.

Dans un contexte de crise et de vieillissement de nos populations, le maintien de l'attractivité du territoire est le leitmotiv de ses acteurs. A cet effet, ils ont souhaité faire de Leader un vecteur favorable au développement d'activités économiques et touristiques de qualité, innovantes et puisées dans nos ressources et savoir-faire locaux afin de dynamiser nos richesses pour un avenir inventif !

Cette stratégie se traduit par des fiches action multisectorielles favorisant la mise en réseau, la qualification, la mutualisation, l'innovation, l'expérimentation et l'ouverture des acteurs locaux. Sa mise en œuvre sera accompagnée par un mode de gouvernance efficace éprouvé au cours de la période 2007/2013 et renforcé notamment par la représentativité du collège privé au sein du Comité de programmation.

REMERCIEMENTS

 Ce dossier est issu des contributions et participations d'une diversité d'acteurs du territoire, qu'ils soient élus, agents, entrepreneurs, associatifs, partenaires institutionnels... **Qu'ils soient vivement remerciés pour leur implication et l'intérêt qu'ils ont porté à ces travaux collectifs.**

 Merci à Thibaut Schell, jeune designer et stagiaire du Syndicat mixte de l'arrondissement de Sarreguemines pour la charte graphique proposée pour ce dossier, écho aux réflexions engagées pour le développement de nouveaux marchés associant artisanat d'art et design.

